

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. L, No. 29 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 29 juillet - 5 aout 2020

LE RÉGIME PHTKISTE MOÏSE-JOUTE EN CRISE TERMINALE ? Max Athys expose le pillage de la caisse publique Des fortunes construites dans l'espace de quelques mois...

Par Léo Joseph

Justement, le régime Moïse-Joute s'est enfoncé dans une zone de turbulence sans issue. Les démissions et révocations en cascade, qui secouent l'administration PHTKiste, depuis quelques se-

maines, sans laisser entrevoir aucune fin, risquent de sonner son glas, à brève échéance. Les révélations du ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Action civique (SJAC), pourraient bien être le coup de grâce. Surtout que, jamais auparavant, la rupture d'un fonctionnaire de haut niveau

avec le gouvernement dont il faisait partie, tel que Max Athys, n'avait autant mis à nu le système politique et administratif dans toutes ses composantes.

Si les hauts fonctionnaires, qui ont abdiqué leurs postes, au sein du régime Tèt Kale, ont presque tous mis leurs queues

entre leurs pattes, avant de s'en-gouffrer dans un trou, sombrant

passé à l'intérieur du pouvoir. Il se lamente du fait que, dans le

EN SIGNE DE COMPLICITÉ ET DE PROTECTION DE PARLEMENTAIRES IMPLIQUÉS DANS LE TRAFIC DE DROGUE Un commissaire de police révoqué par le régime Moïse-Joute



L'ex-commissaire Jean Gospel Monélus.



Sénateur Kedlaire Augustin

Par Léo Joseph

Près de quatre mois après avoir ordonné l'arrestation d'un parlementaire, dont le véhicule était recherché pour son implication dans le kidnapping, le responsable du commissariat, dont dépendaient les policiers qui avaient procédé à cette arrestation a été mis en disponibilité à la cloche de bois. Voilà une décision qui confirme, au-delà d'aucun doute, les affinités du pouvoir en place avec les kidnap-

Suite en page 2



Jovenel Moïse et son régime mis à nu par son ex-ministre Max Athys.



Ex-ministre du JSAC Max Athys.

dans le silence profond, l'ex-titulaire du SJAC estime qu'il est de son devoir de citoyen d'alerter la nation par rapport à ce qui se

cadre du débat lancé sur le détournement des fonds publics, la corruption et d'autres dérives de la gent au pouvoir, se concentre

Suite en page 14

JOVENEL MOÏSE ET MICHEL MARTELLY : LE TORCHON CONTINUE DE BRÛLER

Laurent Lamothe : Le grand manitou auprès du président



Jovenel Moïse, soudain, la situation est devenue moins certaine.



Laurent Lamothe, acculé à l'intrigue par la force des choses.

Par Léo Joseph

Nonobstant les apparences, les faux semblants et les langues de bois, Laurent Lamothe continue d'influencer les décisions de Jovenel Moïse, en ce qui concerne les élections dont l'aboutissement continue de se compliquer, voire se révéler hors d'atteinte. L'ancien Premier ministre suit de près le chef de l'État, histoire de veiller au grain, surtout que Sweet Micky a jugé nécessaire de se retrouver sur place, afin,

Suite en page 8

HAPPENINGS!

As the Haitian President tout his invincibility, massive demonstrations by Protestant organizations and the resignation of the full Electoral Commission cloud his future



Jovelin Moïse and his mom, Kekette Marcellus.

Demonstrations in several Haitian cities this past weekend by Protestant organizations denouncing the newly decreed Penal Code don't augur well for President Jovenel Moïse, who's been talking more and more like a

monarch, instead of a man whose presidency is contested by various sectors of Haitian society. In addition, in answer to the Chief of State letter to the organizations,

Continued on page 7

EN SIGNE DE COMPLICITÉ ET DE PROTECTION DE PARLEMENTAIRES IMPLIQUÉS DANS LE TRAFIC DE DROGUE

Un commissaire de police révoqué par le régime Moïse-Jouthe

Suite de la page 1

peurs et trafiquants de drogue, mais surtout avec ceux qui siègent au Parlement.

En effet, le commissaire Jean Gospel Monélus a été révoqué, sans autre forme de procès, en signe de satisfaction au sénateur Kedlaire Augustin, parlementaire proche de Jovenel Moïse, qui avait été mis en état d'arrestation, le 12 mars écoulé, alors qu'il avait été retrouvé au volant de son véhicule. Celui-ci était activement recherché par la Police pour avoir été identifié et décrit par des citoyens comme ayant été utilisé par des hommes qui ont participé à plusieurs enlèvements.

Selon des informations disponibles, le commissaire Monélus a été éjecté de la Police nationale d'Haïti (PNH), sous l'accusation d'avoir ordonné la détention, ne serait-ce que provisoire, d'un « sénateur de la République ». Ce qui fait conclure qu'il est normal, sous le régime Tèt Kale, que les parlementaires se livrent au kidnapping et au commerce de stupéfiants, sans avoir à encourir les peines attachées à des tels crimes. Autant dire, ils sont au-dessus des lois condamnant généralement les trafics illicites et les crimes en général, celui de

la drogue et de l'enlèvement contre rançon en tout premier lieu. Si bien qu'a été créée la Brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants (BLTS), dont les attributions consistent à investiguer les faits liés à ces activités et

(DCPJ), elle-même chargée de l'enquête sur les crimes et l'arrestation des personnes accusées de tels faits. Rien d'étonnant donc que tous les sénateurs et députés, dont les noms sont régulièrement cités dans le kidnapping et le tra-

au Palais national, sont des intouchables par rapport aux forces de répression contre les kidnappeurs et trafiquants de drogue proches du pouvoir en place.

Le véhicule du sénateur intercepté à Puits Blain, les occupants transférés au commissariat de Delmas 33

Le jeudi 12 mars, aux environs de 2 à 3 heures de l'après-midi, une patrouille policière est tombée sur un véhicule de marque Toyota Prado, sans plaque d'immatriculation, doté de gyrophares. Le rapport de la Police indiquait que cette voiture avait été signalée dans la perpétration de neuf kidnappings. À noter que la description de ce tout terrain et ses occupants, indiquée à la Police par des citoyens concernés, avait facilité la mise aux arrêts de la voiture et les deux hommes qui s'y trouvaient, le sénateur Kedlaire Augustin, en personne, accompagné du chef de son cabinet.

Selon des informations disponibles, le sénateur, sachant de quel bois il se chauffe, au sein du pouvoir, ne voulait pas s'identifier tout en affichant une attitude de résistance à l'égard des policiers sur la scène de l'incident. Il

semble que l'altercation se soit dégénérée, au point que les deux hommes ont été malmenés, puis renversés par terre avant d'être ligotés et conduits au commissariat de Delmas 33. Bien qu'il prétendait avoir déclaré qu'il était sénateur Kedlaire Augustin, les agents de l'ordre n'auraient pas ajouté foi à ses explications, car refusant de croire qu'un sénateur de la République pouvait circuler en public dans la tenue qu'il se présentait : hautes bottes et chemise tombée négligemment sur son pantalon. Sans produire de pièces d'identité, il semble que les déclarations verbales de M. Augustin n'aient pas eu l'effet de convaincre les policiers. Ces derniers ont conduit le sénateur et son compagnon au commissariat où ils ont été incarcérés, avant d'être libérés, suite à un appel téléphonique reçu par le commissaire, de toute évidence venu d'une haute autorité qui aurait pu être le président lui-même.

L'incident passé sous silence par le sénateur Augustin

Le sénateur Kedler Augustin semblait avoir eu de bonnes raisons de taire l'incident. Car,

Suite en page 4



La page de garde du passeport canadien du président di Sénat haïtien, Pierre François Sildor.

à procéder à l'arrestation des individus qui s'y adonnent. Ces derniers sont déférés à la justice pour les suites que de droit. Mais avec Jovenel Moïse, au Palais national, et Joseph Jouthe, à la primature, les parlementaires n'ont rien à craindre d'une quelconque action de la BLTS contre eux. Ou encore de la Direction centrale de la Police judiciaire

de drogue soient proches du chef de l'État.

La mise à l'écart du commissaire Monélus de l'institution policière envoie un message clair à la communauté haïtienne : Avec Jovenel Moïse, au pouvoir, l'impunité bat son plein, et les collaborateurs de ce dernier et des PHTKistes, mais surtout les parlementaires étroitement liés



Mete pitit ou a ajou sou
vaksinasyon woutin yo
kounye a, pa pita.

Vaksen yo san danje, esansyèl, epi yo pwoteje
timoun ou an kont maladi ak pwoblèm sante ki kache yo.

Rele doktè timoun ou an jodi a pou pran yon randevou.
Si ou bezwen jwenn yon doktè, rele 311.
Timoun ou an gendwa elijib pou swen medikal gratis,
kèlkeswa sityasyon imigrasyon ou.

LE COIN DE L'HISTOIRE

Ce que Lescot a fait de bon (suite)

Par Charles Dupuy

On retiendra que c'est Élie Lescot qui a pratiquement ouvert le « champ » canadien, vaste pays francophone, à la diplomatie haïtienne. C'est à l'invitation du gouvernement du Canada que le président Lescot, à la tête d'une délégation de neuf membres, débarquait le 6 octobre 1943, à Ottawa.

Le lendemain, le Premier ministre canadien présidait un déjeuner offert par le président d'Haïti. Le 8 octobre, Lescot et sa suite étaient accueillis à Québec par le lieutenant-gouverneur, le Premier ministre Adélard Godbout et le maire de la ville.

C'était la première fois de toute son histoire que la province du Québec recevait un chef d'État étranger. Lescot rencontrera le

cardinal Villeneuve et se verra décerner un doctorat *honoris causa* par l'Université Laval. À la collation du diplôme, Lescot s'en prendra « à la bête immonde et apocalyptique » que représentaient les puissances de l'axe. Cette visite devait produire les plus heureux résultats. En décembre 1943, le gouvernement du Québec envoyait en Haïti une mission économique dirigée par

le ministre du Commerce et de l'Industrie, Oscar Drouin. De son côté, Haïti ouvrait un consulat général à Ottawa, nommait un ambassadeur itinérant auprès du Canada et un attaché culturel à Québec.

Un peu plus de dix ans après, Lescot, le 11 février 1955, c'était au tour du président Paul Magloire de se rendre à Québec. Lorsqu'il entra au Parlement, c'était la première fois qu'un chef d'État étranger entraînait dans cette enceinte et, comme s'ils s'étaient donné le mot, tous les députés se levèrent pour l'applaudir à tout rompre. Maurice Duplessis, le Pre-

mier ministre de l'époque, présenta Paul Magloire à ses collègues en s'exclamant : « Haïti est le pays à imiter ! Ils ont électrifié l'île au moyen de l'hydro-électricité et ont attiré les touristes du monde entier lors de l'exposition internationale de Port-au-Prince, en 1949 ».

Moins d'une décennie plus tard, le Québec entreprenait la construction d'une des plus colossales infrastructures d'hydro-électricité de la planète et, en 1967, organisait l'exposition universelle de Montréal. C.D. coindelhiste@gmail.com (514) 862-7185.

Le racisme

Par Frantz Célestin

Il est indéniable que depuis la nuit des temps, le racisme a toujours existé. Il se définit généralement comme une idéologie basée simplement sur une croyance selon laquelle l'espèce humaine, en sa totalité, se compose de quatre grandes catégories communément appelées « races ». De là : la race blanche, la race jaune, la race rouge et la race noire. Cette idéologie désignée sous le terme de « racisme » établit une hiérarchie entre ces différentes catégories raciales de telle sorte que certains individus sont vus comme supérieurs par rapport à d'autres en regard de la race à laquelle ils appartiennent ou encore plus souvent à cause de la couleur de leur peau.

Le Petit Larousse définit le racisme comme « une attitude d'hostilité répétée voire systématique à l'égard d'une catégorie de personnes ». Cette « attitude d'

hostilité » s'appelle « la xénophobie » qui consiste pour quelqu'un à avoir peur de l'inconnu, de tout individu étranger à son propre groupe. La xénophobie se manifeste de différentes manières qui peuvent être soit sous forme d'injures, soit sous forme de discrimination ou de ségrégation ou encore, en utilisant certaines expressions à caractère tendancieux propres à insulter ou humilier ceux qui appartiennent à des populations ou des communautés communément vues comme « minoritaires ». Ce type de « racisme » qu'est la « xénophobie » peut conduire jusqu'au génocide qui consiste à éliminer de façon préméditée un groupe « national, ethnique ou religieux ».

Le racisme systémique

Le « racisme systémique » est une autre forme de racisme dont certains gouvernants hésitent parfois à admettre l'existence.

Vu son caractère sournois, il est difficile à identifier de façon claire et nette. Cependant, il est bien présent dans les organismes publics et privés. Selon La Commission des droits de la personne et de la jeunesse (CDPDJ), consiste en « la somme d'effets d'exclusion disproportionnés qui résultent de l'effet conjugué d'attitudes empreintes de préjugés caractéristiques des membres de groupes visés par l'interdiction de la discrimination. » (p. 6)

Le « racisme systémique » génère partout et de manière flagrante, chez les noirs et les autochtones énormément d'inégalités et beaucoup d'injustice, notamment en ce qui concerne le domaine de l'éducation, de la parité salariale ou de l'embauche même quand ils possèdent les qualifications requises. Selon qu'ils habitent une ville dans laquelle ils se trouvent en situation minoritaire, uniquement à

cause de leur origine ethnique, il leur est difficile de se faire admettre comme locataires auprès des propriétaires d'appartements à louer. Dans les quartiers dits « blancs », ils sont difficilement acceptés par les voisins. Même quand ils n'ont pas un casier judiciaire, ils sont sans cesse épiés et constamment victimes de profilage racial de la part des officiers de police qui, pour la moindre peccadille, utilisent contre eux la force excessive, les matraquent et parfois, les tuent sans raison valable.

Depuis peu, pressés par des manifestations venant de toutes parts, les gouvernements promettent de prendre des dispositions pour freiner tant d'abus et tant d'injustices. Parallèlement, les personnes « racisées » réclament des mesures concrètes pour faire respecter les droits et liberté de tous, sans exception. Entretemps, les sceptiques demeurent perplexes quand ils prennent conscience que c'était pour protéger les membres de la race indienne que, sous l'insistance du prélat espagnol Bartolomé de Las Casas, l'empereur Charles-Quint

ordonna d'entreprendre dans les colonies, ce qui s'appelait « la traite des Nègres » reconnue comme, de tous les temps, la forme la plus cruelle d'esclavage.

Ainsi en 1503, les premiers continents d'esclaves noirs d'Afrique débarquèrent en Amérique, à travers le système qui s'appelait « la traite des Nègres ». Ce système aussi appelé la « traite transatlantique » à cause de la misérable traversée de l'océan dans les « négriers » demeure la plus cruelle forme d'esclavage qui n'ait jamais existé. Tout compte fait, plus de cinq siècles nous séparent du début de cette injustice criante mais nous, les « racisés » nous sommes encore en train de lutter. Pourquoi cette lutte ? Est-ce simplement pour obtenir une amélioration de notre situation dans le contexte du « racisme » ou pour parvenir à faire disparaître ce spectre de problèmes de race auquel, tous les jours, nous sommes confrontés ?

Frantz Célestin
Brampton, Ontario ;
22/07/2020

LITTÉRATURE INTERDITE

Les effets neurolinguistiques du Tropical Combo † Paris

ENTRE PATRIMOINE ET PARENT... LINGUISTIQUE

Quand l'Histoire réclame son d', les revendications se font l'Égion au même titre dans la basse cour de St-Malo Bretagne que dans la rue St-Honoré, Place Sainte-Anne. Tropical Combo † Paris est l'histoire née d'un envoi par réseau social en ce jour du vendredi de mois de juillet et d'orages imprévisibles, prévisibles. Je note !

L'histoire ici n'est pas ce laps parÉnÉtique qui me conforte dans la colonne du moraliste, mais toute nappe panÉgyrique comme auto apologie du m,le haÔtien pour ensemencher abusivement et gratuitement la femelle, la femme comme ils se le disent. Inconscient du fait et des

techniques PNL, le coude du puzzle linguistique s'arc-boute en celui du niveau logique par l'accouplement du m,le de protocoles modÉlisÈs offrant une femelle de la même logique, soit par la femelle de stratégie sous-modalités s'offrant aussi au m,le NL. L'habitude devient culturelle, comportement assimilÉ au naturel, ainsi va l'automatisme structurÉ. L'objectif est subjectif. Voil† l'histoire simulÉe : crÈche/Tropical combo, Paris.

Le refrain : ' YÈ swa m reve ou sete youn melon, mwen se youn kouto mwen tape koupe w..., se youn jardin mwen se youn poikwa mwen ta p foye w; ...se gwo pies twal mwen son ti

sizo mwen tap taye w, taye m dous m ap taye w dous konsa, se manman poul mwen se you kwizinyÈ mwen tape plimen w..., se t on gro chaudiè mwen se youn kiyÈbwaw mwen ta p brase w..., te youn... As-tu dansÈ, Madeleine, as-tu fait Áa ? te youn pÈ moustach, mwen se on razwa, mwen ta p raze w.Ö, se t on kamyon, mwen s on bÈf chenn mwen tap dechaje w... ay, cheri dechaje m dous...^a. Comme dans peze kafe, le vocaliste impose sa voix, mais en réalité sa pensée † la femme. Audacieux ou l,che, il signe : ' as-tu dansÈ, Madeleine, as-tu fait Áa ?^a. Si je ne me trompe, c'est la rime qui accuse Marie Madeleine la pÈcheresse

dans l'univers de la conscience chrÉtienne ÈvoquÈe en 'OFF' ?

Des femmes ne les ont-elles pas quittÈs dans le rÈel quand ils ne chantent pas ' madan Masele^a de coupÈ clouÈ pour la descendre par esprit revanchard ? Sans Ètre moraliste !

Le mal est injustement installÈ † cet effet (neurolinguistique) qui fait rire de naÔvetÈ, car l'humour gratuit cache gÈnÈralement la vÈritÈ dÈvoilÈe de son propre auteur. L'homme de ' chat † Paris^a n'eut-il pas † dire que du bas de son adolescence qu'il 'ensemeneÁa' la poule de la maison, quand † Paris l'on comprendra mieux qu'il se tapa des petites filles de son ,ge puisque l'on parle de sa poule pour sa femme ou pour sa maîtresse, même chez le Montagnard. Non, il parla de zoophilie. Est-ce l† l'hÈritage jacobin ou girondin, car le frère religieux est tout aussi pervers en colonie qu'en mÈtropole, par exemple lyonnaise, alpiniste, ou, carrÈment de legba-Griot ? Chat † Paris est-ce la nouvelle poule d'adolescence

de pension, qui sait ! En avoir le cœur net, je ne suis pas SS.

Et, c'est ce mal que l'on avoue, mais qui cache si bien le mal quand on est tous complice, soit par l'acte, soit par l'audition, soit par la pensée, soit... le psychanalyste ira chercher ses vertÈbrÈs mieux que je ne l'eu pu dans un effort de recherche neurolinguistique, car ici, le mal n'est pas discernÈ par l'objectif, il est subjectif.

Tropical Combo 2017 n'est pas la Coupole de Bertin Salnave † Paris (1932), ti Jacques a choisi ici dans le troubadour, de faire par l'ignorance exercÈe contre femme et fille. Non pas que je sois agrÈgÈ dÈfenseur, ni maladif, mais c'est le crÈole exposÈ aux bas instincts qui empÈchent † cette culture d'Èvoluer dans la pensée sous prÈtexte d'un troubadour ami qui a produit ce que nous savons de miky. Si c'Ètait une musique contre le Noir, c'e't ÈtÈ autrement dans le discours comme dans la pensée haÔtienne .

Suite en page 5

Mobilizing internal resources in response to COVID-19

By Dr. Jean-Yves Plaisir

SPECIAL TO H-O—Since its founding in the State of New Jersey in 2017, Haitian Leadership Forum (HLF) has focused energy on reinforcing existing capacity to respond to perennial challenges and quality of life issues that have become more acute in Haitian communities amid the COVID-19 pandemic. From time to time, organizations like ours must pause and ask ‘Who?’ before ‘What?’ in response to the sizable challenges facing our communities both in the Diaspora and in Haiti. In our case, we did an assessment of our internal resources and adjusted our mission to launch a public awareness campaign about the pandemic, encourage entrepreneurship in Haitian diasporic communities, and even consider taking calculated risks in future engagements in Haiti. Therefore, we have deployed both operational and programmatic leadership to harness resources with some Haitian organizations and government institutions on various fronts as a key strategy for responding to major challenges during and after the coronavirus pandemic.

At the end of March 2020, when government officials in the tri-state area of New York, New Jersey and Connecticut made it clear that frontline workers were facing a dire shortage of personal protective equipment (PPE), we observed that there was an urgent need for washable and reusable facemasks in communities predominantly populated by people of Haitian origin. Subsequently, we raised a substantial amount of money to order those types of

masks, which we distributed free of charge in Spring Valley (NY) as part of our initiative to educate and stand in solidarity with that community during this unprecedented health crisis. Our members and affiliates contributed generously to our efforts to deliver 500 masks in Rockland County with message cards containing guidelines from the Centers for Disease Control and Prevention (CDC) for protection against the spread of COVID-19. Through this initiative, HLF created synergy with Vision International for NEEDED Children (VINC) and the Spring Valley Mayor’s Office, and delivered facemasks to taxicab drivers, the elderly, and



Retired Colonel Himler Rébu.

other at-risk individuals in Rockland County. We are poised to replicate the same gesture of solidarity within Haitian communities in Brooklyn (NY) and some townships in New Jersey beginning this month of August.

In June, HLF and Haiti Première Classe (HPC) started a series of conferences on entrepreneurialism whereby we’ve invited prominent Haitian econo-

mists, such as Dr. Ludovic Comeau, Associate Professor of Economics at DePaul University, and Dr. Fritz Jean, former Governor of Haiti’s Central Bank, to share knowledge and leadership experiences in helping our diverse audiences to understand the



Dr Fritz Jean

economic impact of COVID-19, while urging us to create transnational networks among Haitians in the Diaspora and those in Haiti, to develop joint economic ventures during and after the pandemic. For example, in his talk on June 20, Professor Comeau stressed the need for Haitians to make a *generational leap* to alter economic precarity in Haiti—because we missed both the *Industrial Revolution* and the *Digital Revolution*. In the same vein, Dr. Fritz Jean, during his lecture on July 18, summoned Haitians to make a *qualitative leap* in our efforts to develop human resources and combat gender-based violence in Haiti. Both economists also concurred that the Haitian Diaspora is the single most important lobby for influencing foreign policies and economic investments in Haiti.

Understanding that lack of security poses a major threat to economic investments in Haiti; we have invited Colonel Himmler Rébu, formerly Haiti’s Secretary of State for Public Security, to share fresh perspectives with us on this matter in our next Zoom conference on August 15, about two weeks from now.

Moving forward, HLF will continue to foster collaboration with government, private, and public sectors to materialize, unify and synchronize efforts with Haitian organizations and people of Haitian ancestry towards improving quality of life and enhancing opportunities for Haitian children, youth and adults, leading to healthy and productive lives with respect and dignity wherever they find themselves in the world. Our vision is to create an international network of reliable partners and form trusted alliances with national and inter-



Dr Ludovic Comeau, Jr.

national governments, including private foundations, corporations, and local businesses and municipalities to foster economic, social and cultural conditions that will allow Haitians to take

their destiny into their own hands and thrive.

To bring local and global individuals and organizations together, we rely heavily on the audacious commitment of Haitian men and women to focus on measurable outcomes in the work that we do within our local communities. As we face new challenges, we understand the necessity to mobilize our internal resources in new ways to achieve visible, life-changing work within Haitian communities. This objective is achievable, if we reinforce institutional capacities and build structural capabilities to find permanent solutions to some of the challenges facing Haitian communities in the Diaspora as well as in Haiti.

In this moment of unprecedented challenges, Haitian Leadership Forum calls on all Haitian organizations in the Diaspora to leverage all of our assets, mobilize multi-disciplinary teams, and look internally to fully utilize every resource that we have. As well as scientific, technical, political, social, economic, cultural and spiritual as a way to address the multifaceted aspects (i.e., health, social, economic, political) of this global crisis. We, therefore, call for a paradigm shift among Haitian organizations, in Haiti and in the Diaspora to develop timely strategies in response to the current situation while also focusing energy and resources on finding permanent solutions to the systemic problems affecting the lives of children, young people, women, and men of Haitian ancestry.

Dr. J-YP, 29 July 2020

EN SIGNE DE COMPLICITÉ ET DE PROTECTION DE PARLEMENTAIRES IMPLIQUÉS DANS LE TRAFIC DE DROGUE

Un commissaire de police révoqué par le régime Moïse-Jouthe

Suite de la page 2

ayant eu lieu le 12 mars, il n’a pas été dénoncé dans la presse par le parlementaire se faisant pourtant passer pour une victime de brutalité policière, un traitement inqualifiable infligé à un sénateur de la République. N’étaient-ce les révélations faites à ce sujet par le journaliste Gary Pierre-Paul Charles, près de vingt-quatre heures plus tard, le public n’aurait jamais été informé de cette affaire.

De plus, intervenant sur une radio de la capitale, après que Pierre-Paul Charles eut fait les ré-

vélations à son sujet, M. Augustin déclarait son intention de se prévaloir de ses droits devant la justice. Indiquant ainsi sa volonté d’engager une poursuite judiciaire contre les policiers qui l’ont agressé et la PNH.

Toutefois, quatre mois après l’incident, on s’imaginait qu’il a été relégué aux oubliettes. Mais le rebondissement de ce dossier, la semaine dernière, a pris l’allure de la révocation du commissaire incriminé de l’institution policière.

Le bureau du Sénat solidaire du sénateur Augustin

Réagissant à l’épisode auquel le sénateur Augustin a été mêlé, le président du Sénat croupion, Pierre François Sildor, un citoyen canadien, a, au nom de l’institution, émis un communiqué demandant au Conseil supérieur de la Police nationale (CSPN) d’ouvrir une enquête en vue d’identifier les policiers cagoulés qui ont perpétré « un acte de nature à ternir l’image de la Police tout en créant une psychose de peur à l’égard de ceux dont la responsabilité consiste à faire respecter l’ordre public ». Dans ce même communiqué, le président du Sénat s’en est pris à la patrouille policière impli-

quée dans cette affaire. Aussi a-t-il condamné ce qu’il qualifie d’une équipe de policiers oubliant sa mission, qui consiste à « protéger et servir » mais se plaisant à « terroriser et à agresser des citoyens honnêtes, particulièrement un membre de la Législature couvert d’immunité, tel que stipulé dans l’article 114 de la Constitution haïtienne ».

Il faut signaler que Pierre François Sildor n’a fait aucune allusion au fait que le véhicule de son collègue ait été impliqué dans neuf kidnappings. De toute évidence, la manière dont le président du Sénat traite ce dossier signifie que les sénateurs dévoyés ont carte blanche pour kidnapper et se livrer à d’autres actes criminels rendant généralement pendables les citoyens qui en sont trouvés coupables. À noter que les sénateurs et députés, dont les noms sont régulièrement cités dans l’enlèvement contre rançon et trafic de drogue, les crimes les plus souvent enregistrés, au sein des deux Chambres législatives, sont des alliés

politiques du chef de l’État. Dans cet ordre d’idées, la révocation du commissaire Jean Gospel Monélus s’inscrit dans la logique politique du régime Tèt Kale.

D’autre part, la nationalité canadienne du président du Sénat, le sénateur Pierre François Sildor, signalée plus haut, montre clairement le vaste désordre qui caractérise l’administration publique haïtienne. Cette dérogation à la Constitution et à la loi est imputable au Conseil électoral provisoire (CEP) de Léopold Berlangier, dont ce dernier et les huit autres membres restants ont démissionné en bloc. Ce dernier organisme électoral ainsi que les autres qui l’ont précédé, en pratique « indépendants », exécutent toujours les ordres du président en poste au moment où se tiennent les élections, en ce qui a trait aux citoyens aptes à se porter candidats, à la Chambre des députés et au Sénat.

L.J.

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l’édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l’édition courante ou celle désirée.

LITTÉRATURE INTERDITE

Suite de la page 3

Imaginez seulement l'influence d'Ennio Morricone sur les films dits westerns, sur la vie en général par la culture et par les arts. Si c'était le cas avec Tropical Combo de ti Jacques Clermont dans la négativité de peze caffè chantée contre la femme désignée cette fois de trop comme victime, quel constat? Simulons les effets neurolinguistiques avec ou sans dérive.

Lucien Jeunesse de son temps † Radio France International n'a jamais accueilli le Tropical Combo † Paris, ce n'est étonnant puisqu'il anima le Jeu des Mille francs avec son Banco et son Super Banco. On se rappelle de mémoire de banlieusard peut-être sa fameuse phrase c'est leste de l'Époque pour les gagnants : ' mille francs en jeu, allez-vous [...], ou arrêtez-vous là ? ' a. Il était devenu le lexique, une encyclopédie, le phonétisme, en langue française parlée qui enseignait l'auditeur d'outremer même, par la bande SW.

C'est dans ce contexte d'ancienne filiation coloniale que Pompidou permit l'intrusion du Tropical Combo † Radio France Internationale pour une entrevue fantaisiste et j'insiste, car la diplomatie réclamait un geste de magnanimité pour saluer l'adite amitié haïtienne trop éloignée quand la Martinique souffrait encore de statut de 'aux Antilles a sans dire Français. Mario de son accent e pour È et È pour e, tout comme d'ailleurs le i et le u dans ce langage de 'mesye a pour

' monsieur a, bien que d'autres allèrent tout de go pour ' misye a, bien avant l'amour du crÈole, langue officielle constitutionnelle. Mario parla !

Dans un salon † Paris, le fils entendit ' l'Amérique se branla a, le père comprit par contre que ' l'Amérique s'ébranla a sans se branler, car il eut séjourné aux Antilles jadis dans sa jeunesse avant de trouver sa femme, une [...] avec qui il retourna gr,ce † fortune du sucre d'autrefois, vivre † Paris merveille. Bon assimilé, Mario s'exclama : ' l'Amérique s'ébranla devant la prestation de fém dous a. Le fait est l'Amérique s'auto évalua en termes de promotion de la discrimination positive activée en faveur des Noirs pour se montrer ouverte, sans laisser le soin aux autres de la critiquer, comme l'invitation conjoncturelle de Tropical Combo † Radio City qui en voulut un fait positif pour plaire † Duvalier tonton makout anti communiste.

La discussion était d'une rage sourde entre père et fils puisque celui-ci, bon Français nationaliste nouveau contre l'Amérique surtout noire, soutint que la musicalité du Tropical Combo de Mario avait fait vibrer Radio City † New York lors du passage de ce dernier dans la colonie du Jazz français déformé du Black jazz nÈ du Soul, vers 1970, tandis que le fils tÈmÈraire fin 68 cru bon soutenir que l'Amérique jouissait toute seule.

N'allez pas soutenir que c'est l'histoire avÈrÈe de, car c'est l'inversion contÈe afin d'illustrer

le fait de Tropical Combo dans ' YÈ swa m reve w te youn poul...mwèn ta p plimèn w a, pour vanter sans ' j'ai vengÈ la race a, les exercices de la trompe de phallus, grand exorcisme de l'impotent. On apprend ainsi par effet neurolinguistique la bêtise !

J'aime la thÈse soutenue de Maarouf Hadia sous la direction de Nezzar Sama, † la Faculté des Lettres et des langues, de l'Université Larbi Ben M'Hidi, Oum El Bouaghi, dans sa définition de l'action neuronale impliquée dans le ' son a comme dans la ' prononciation a, dans l'apprentissage en classe de 3^e année primaire. Définition : ' le son : est la circulation de l'air dans la cavité buccale de l'apprenant qui fonctionne † travers les ondes sonores et l'oreille, la rapidité ou la bonne musicalité du son prononcé dépendent des caractéristiques de la voix haute ou basse de chaque apprenant a. Je poursuis : ' la prononciation est un acte de parler une langue gr,ce au rÈgles phonologiques conventionnelles pour garder une certaine intonation sonore des sons et des voyelles lancÈs a.

J'invite la critique † remarquer que la même problématique est aussi algérienne, et non exclusivement haïtienne. On parle là d'études avancées au niveau de l'enseignement supérieur en Algérie. Ce ne sont pas là des préjugés nourris.

(La curiosité dans l'affaire c'est que l'Algérien humoriste Mohamed Felag dénonce en même temps que nous, l'incongruité dans la culture du m,le en

Algérie qui ressemble comme deux gouttes d'eau † celle haïtienne, d'une part. Et, d'autre part, la thÈse soutenue de Maarouf Hadia date de 2017-2018, soit deux ans d'intervalle † aujourd'hui)

Il est donc indéniable que le cerveau haïtien dans sa pratique néo-éthologique est loin d'être un cerveau paresseux même si on lui accordera la note de rebelle dans le sens de ne pas s'embourber en fermeture d'horizon, mais surtout autodéterminant. Je ne suis pas le seul au chapitre du constat, la littérature crÈole a été depuis 2006 classée comme l'une des trois plus prééminentes au monde, des prix ont été décernés en conséquence.

Je n'accuse ni méprise, mais c'est une grande accusation de l'intelligence dans la distorsion linguistique de Mario : un blocage, comme l'expression sur la femme prise pour acquise consentante de son viol. Quelle affaire : ' Kawol prît em shat la pou m sa dagaje m a, dixit Altéri Dorival), lequel blocage caché que l'on érige en culte chez ti Paris et sa guitare pour l'honorer, mais qui s'illustrait même dans l'incapacité de sélectionner ses notes conséquentes par le fait de manque de formation musicale et même simplement en solfège. La douce dérision qui affirme l'intellectuelle de Beethova Obas renforce malheureusement la même problématique chez ...meline Michel dans ' l'odÈ a de ma terre pour l'odeur de ma terre, qui en cet instant vous dit tout simplement : ' vous savez, je sais que vous comprenez a. Mario de Tropical Combo est là.

La question de l'intelligence

ou de l'appréciation de l'apprentissage après dix ans de parcours pourrait se poser en d'autres termes, d'une part pourquoi un Ph. D. en physique ou en chimie analytique ou par apparenté, en Sciences Po de cette même clientèle du È pour e et e pour È, arrive † ce si haut standard d'études supérieures avancées et ne pas pouvoir contrôler, pour réépéter Maarouf Hadia, la circulation de l'air dans la bouche ?

Notons que l'IbÉrique confronte ce même accent quand il redéfinit le non-Hispanique dans la bonne peinture de CervantÈs. Je ne vise particulièrement ti Paris ni ...meline, mais Mario de Tropical Combo (nom fictif d'ailleurs), qui excelle dans le décor de la masturbation intellectuelle sur le dos de la femme, qui plus est, pourrait-il vraiment exceller dans les faits écrits de sa chanson digne de meringue lente de préférence.

Et, d'autre part, l'apprenti tardif de l'allemand dans sa précarité de prononciation française ne souffre pas viscéralement de cet écart des sons, en allemand. Pourquoi ?

Tropical Combo dans CrÈche † Paris est pour moi une forme d'immersion barbare loin de la littérature interdite. Il faudrait alors s'interroger. Chacun de nous, et par extension, collectivement. Est-ce là un syndrome qui dans le persiflage contre la femme pour la victimiser afin de se croire supérieur soi-même, est une forme de pathologie cultivée ?

Cette programmation a un coût dans notre mental et chez les enfants de nos enfants.

Jovenel Moïse et la deuxième vague

Par Maurice Célestin-Noël

Les nouvelles ne sont pas des plus heureuses. A travers le monde, on attend avec beaucoup d'inquiétudes la venue de la deuxième vague de COVID19 (corona virus). Les dirigeants des pays soucieux de la vie de leurs concitoyens s'activent à l'effet d'avoir le moins de cas possible. Tout est mis en branle pour prévenir et prendre en charge les malades qui devront être hospitalisés. Cette façon de faire s'appelle une bonne planification afin de limiter ou même de conjurer les dégâts. Cette façon d'agir prouve que les femmes et les hommes au pouvoir dans ces pays ont le sens de la responsabilité et du respect de la vie de leurs ressortissants. Ils font tout pour justifier la confiance placée en eux. Ils sont en compétition serrée avec les autres nations. Ils tiennent à ce que chez eux, il y ait moins de personnes infectées et moins de morts. Ils veulent que l'on parle d'eux

comme étant de bons chefs, des hommes d'État sérieux, responsables et fiers. Question de faire comprendre pourquoi ils ont combattu du bec et des ongles pour gagner le combat électoral. Question de démontrer qu'ils sont capables de faire bien mieux que leurs prédécesseurs.

Chez nous, au contraire et malheureusement, c'est différent. On implore le ciel pour que cette deuxième vague frappe de sa toute dernière rigueur de sorte que la pitié de la communauté internationale atteigne son point culminant. Qu'Haïti reçoive le plus d'aide possible. Aide qui ira, comme toujours, remplir les poches des apaches, membres de la mafia composée de parvenus millionnaires toujours assoiffés d'argent. De kleptomanes avides des moindres sous. Se fè yo fè yo sa. Spécialistes en surfacturation, quand bien même ils n'arrivent pas à rendre compte de leurs vols passés, ils s'enfoncent dans de nouveaux délits qui aggravent

leur situation. Mais qu'importe, ils n'ont peur de rien car l'impunité sera toujours de leur côté. À leur service. Ils peuvent enfoncer davantage les clous, l'avenir se chargera du reste. Ils vivent avec la conception que voler l'État n'est pas voler. Ils sont en fonction pour s'enrichir. Point-barre. D'ailleurs l'exemple vient d'en haut. Le « tout moun jwenn » est la règle. Tu t'y mets ou tu t'en vas. C'est ce qui est arrivé à l'ex-ministre de la Jeunesse et des Sports, qui ne pouvait plus respirer l'odeur nauséabonde de ses homologues pourris, malodorants mêlés à toutes sortes de transactions louches et punissables.

Mais... Il y a toujours un mais, qui peut tout arranger ou tout détruire.

Il y a, certes, la nouvelle vague de Corona virus attendue qui devra accompagner la caisse de charité. Cependant, nous parlerons, de préférence, de la deuxième vague de révolte, qui

devra, sous peu, éclater en Haïti. Véritable guerre civile.

En effet, en Haïti, il y a cette deuxième vague de violence incontrôlable, terrible, à sa manière, qui fait peur, qui fait trembler, qui doit venir avec son lot d'incertitudes. La première vague était un coup raté, on ne sait pourquoi. Toutes les conditions étaient pourtant réunies pour que Jovenel Moïse laissât le pouvoir, et, d'un coup, comme une obéissance à un ordre de dernière minute, la cloche de la retraite avait sonné et le béton était vidé. Les morts enterrés et le palais rallumé de ses mille feux. Quelle main invisible a agi ? Quelle force a réagi ? Personne ne sait. L'essentiel, les agitations qui avaient annoncé les dernières heures du pouvoir s'étaient subitement estompées. Et le calme inexplicable avait repris son cours. S'imposait. Mais le naïf et improductif président n'avait tiré aucun profit de cette période d'accalmie. Loin de remonter le courant,

il a conduit la barque vers le borbier où elle s'enlise, cette fois de façon irréversible. Et, cette fois-ci, monsieur MOÏSE a vraiment peur. Il craint cette deuxième vague, qui s'annonce violente et meurtrière. Tellement paniqué qu'il déconne. Il est déconnecté de la réalité. Tous ses propos sont des bizarroïdes, des excentricités propres à attiser la colère de tout un peuple qui ne veut plus des pratiques duvaliériennes qui ont tant endeuillé les familles. Il a totalement perdu son Nord. Il divague jusqu'à aller déclarer publiquement que «quelle que soit la forme d'élection, il aura incontestablement le pouvoir, un pouvoir non négociable ». N'est-ce pas le comble de l'imbécillité ? Prononcer pareille idiotie, n'est-ce pas une invitation claire à la révolte, à aller au-devant des événements qui, jadis, avaient permis à François DUVALIER d'assauter le pouvoir et de tenir le peuple haïtien

Suite en page 12

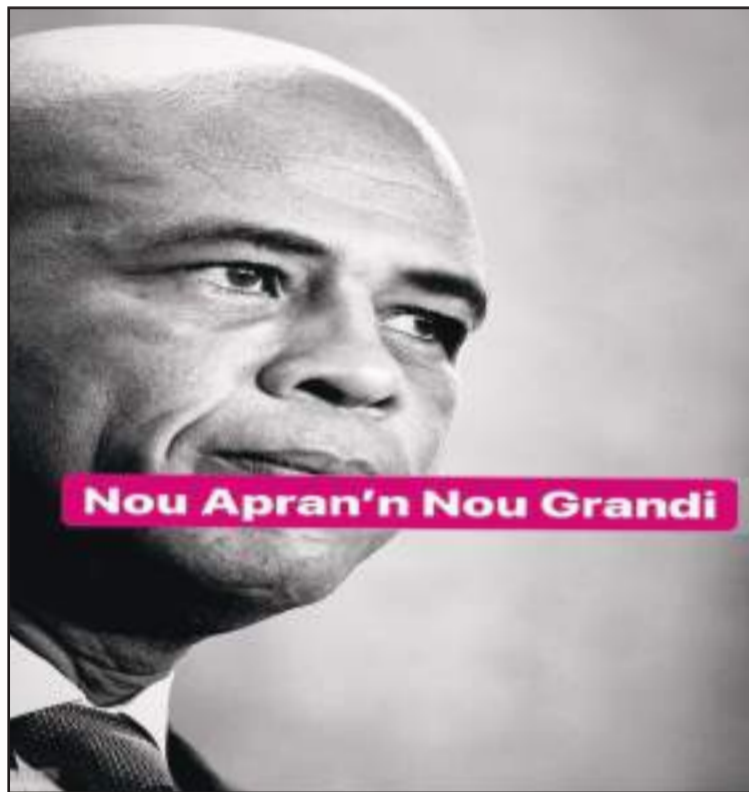
Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Pinga n pran nan pèlen djòl dous, ni nan pawòl tafya zòt ki konprann yo se tidyedlatè

Gen de pawòl n ap tande kounnye a, si nou pa t tande koze sa yo oparavan, nou ta konprann Lesentespri desann an fòs vin sou yo, osnon se Satan ki fin anpare yo. Vrèman, jan yo di pawòl la an

Martelly) debake Pòtoprens sot nan peyi l an Florid. Li vin ak tout madanm li, Sofya Senremi-Mateli (Sophia Saint-Rémy-Martelly) ak jennonm ni an tou, Olivye (Olivier), ekspè nan bati



franse : « *L'histoire est un perpétuel recommencement* ». Men tou, lè n ap pale de listwa modèn, bagay nou ta ka di ki pase tou lòt jou, pa gen mounn k ap vin pran nou nan okenn pyèj.

La tou m tande n ap mande kibò m ap vin ak nou la a ? Enben, rale tichèz ba nou, pran hanmak osnon dodin nou, mete n alèz, paske mwen pral lage kèk verite sou nou, ki p ap fè kèk mounn plezi. Si se manti m ap fè yo ka toujou demanti m. Epi jan lòt la konn di : « *Sa k pa kontan, anbake !* »

Vwala ke apre yo pa t wè pwent tèt li ann Ayiti depi 5 mwa, nan fen semen 19 jiyè a, Michèl Jozèf Mateli (Michel Joseph

estad pou milyon dola, men ki disparèt flop flop. Sa k genyen menm, sanble msye pran odè youn manje yo ta vle kwit san l pa ladan l. M oblije di sa, paske msye parèt ak tout slogan li, kòm si se kanpay prezidansyèl li ki deja kòmansé. Men slogan nou wè ak tout foto kandida a : « **Jodya nou aprann, nou grandi epi nou vin n pi saj** ». Se sa, san wete, ni mete, menm apostwòf osnon pwen.

Mwen pa konn ki sa l aprann nan, si se vòlè pi byen. Paske youn konpè ki te tèlman nan mal-site, ki pèdi konbyen kay an Florid nan « *foreclosure* » (pwo-priyete sezi), vwala ke l vin milyonnè nan 4 an 8 mwa li te

nan Palè nasyonal la kòm prezidan. Li gen tan achte gwo lotèl nan Sen Domeng epi l sere plis pase 500 milyon dola vèt (500 000 000,00 \$) aletranje. Anplis de sa, li bati youn chato bò lanmè a, pa lwen Sen Mak ke yo evalye ant 8 e 9 milyon dola, toujou dola vèt. Antretan, a mwens de 10 kilomèt de chato l la, se pi gwo bidonvil modèn ki pouse tankou zèb apre tranbleman d tè 2010 la: Kanaan (Canaan). Kidonk, l aprann anpil pandan li te prezidan an pou l konnen kisa pou l fè pou l ranmase plis kòb ak pèl. Menm si pa gen okenn Fon PetwoKaribe pou l dechèpiye. Wi, mezanmi, Mateli pa manke aprann.

Sa k touye m nan se lè l di : « **Nou grandi!** » a. Epi avèk « **grandi** » a, gen lòt pati slogan an : « **Nou vin pi saj!** » Asireman, msye pa ka di m li bliye konvèsasyon li te gen avè m, nan dat 18 fevriye 2010, nan Tanpa, an Florid. Kòm tout mounn ki t ap suiv nouvèl yo apre tranbleman d tè 12 janvyè 2010 la konnen, se mwenmenm ki te anbasadè nan Wanchintonn lè sa a. Apa ke m te prèske sou tout chèen televizyon Ozeztazini epi nan lòt peyi ap defann Ayiti nan sikonstans sa a, mwen te vwayaje nan plizyè eta kote yo te mande m vin pale. Se konsa, m te debake an Florid, plizyè fwa. Men nan dat 18 fevriye 2010 la, mounn ki konn fè rechèch ka jwenn ke jounal *Tampa Bay Times* la te pibliye youn atik nan dat sa a pou di ke anbasadè Ayiti a te nan Tanpa pou l patisipe nan 2 evenman ki te gen pou wè ak tranbleman d tè a. Epi se la mwen pral frape bab pou bab ak atis bouch sal la.

Pou m di tout bagay jan sa ye, se 2 jèn Ayisyen, fanatik Mateli, ki konnen m trè byen ki te mande m tanpri fè yo plezi chita ak Mateli, ke yo te di m pral kandida nan eleksyon pou prezidan ki t ap fèt nan fen lane 2010 la. Kòm anbasadè, ki te bay tout mounn enpòtans, mwen te rankontre avèk kandida yo a. Men, konesan ki mounn mwen te pral rankontre, mwen te vin byen pare, ak vèsè Labib mwen pou msye. Nan mitan konvèsasyon an, mwen di Mateli, fò m fè w konnen, ou pral oblije chanje anpil e mwen gen youn vèsè Labib pou ou sou sa.

Epi m rale Bib mwen, mwen louvri Premye epit Pòl ekri pèp Korent, chapit 13, vèsè 11. M ap bay li an franse premyèman, jan m te ba li l la : « *Lorsque j'étais enfant, je parlais comme un enfant, je pensais comme un enfant; lorsque je suis devenu homme, j'ai fait disparaître ce qui était de l'enfant* ». (Version Louis Segond).

Anvan m fèmen Bib la, Mateli kouri di m : « **Anbasadè, sa a se mwen tou pi, tanpri ekri l pou mwen** ». Mwen rale youn kat 5x4 nan pòch vès mwen, m ekri vèsè a ba li. Epi l di m mès. Men m pa ka pa ban nou tradiksyon kreyòl la, jan l parèt nan Bib la,

edisyon 1999 la, nan nouvo òtograf la. Men li : « *Lè m te timoun, mwen te pale tankou timoun, mwen te konprann tankou timoun, mwen te fè tèt mwen travay tankou timoun. Men kounye a mwen fin gran, mwen kite tou sa timoun te konn fè* ».

Nou pase youn bon ti bout tan ap pale, kote l te rive di m li pa vrèman konn politik jansadwa, l ap bezwen mounn tankou m, ki konnen politik, sitou politik etranjè, pou ede l. Kwake m pa te konnan sipòte pèsonn, mwen te di l na gentan pale sou sa. Prèske youn lane pita, egzaktman le 16 janvyè 2011, mwen te nan youn resepsyon m te òganize pou Madan Milann Maniga (Mirlande Manigat) lakay youn zanmi m nan Marylann (Maryland). M pa kwè Madan Maniga ap bliye kijan, youn moman pandan tout mounn t ap pale antre yo, mwen te vin ba l youn nouvèl nan zòrèy : Jan-Klod Divalye (Jean-Claude Duvalier) fèk debake ann Ayiti. Li sote epi l di, « *Mwen pa ka ret ankò, fò m rantrè Ayiti tousuit* ». Se te youn jou dimanch. Nan madi maten li met deyò, li tounen Ayiti.



Se konsa li pa t gentan wè kèk gwo kontak mwen te fè pou li. Lè sa a se Lionel Degranj (Lionel Desgranges) ki t ap fè tout demach yo pou li. Lionel se bon zanmi m depi depi. Li byen vivan, ann Ayiti kounnye a, li ka di si m ap bay manti. Apre tou sa m te fè pou li yo, Madan Maniga pa janm di m youn ti mès. Donk, mwen te tou konprann, se rete lwen.

Epi eleksyon sanse pral refèt ak 3 kandida : Mlann Maniga, Michèl Mateli ak Jid Selestén (Jude Célestin), kandida defen prezidan René Préval. Pa bliye, mwen te bay demisyon m kòm anbasadè nan dat premye septanm 2010 epi m te antre ann Ayiti, mwen deklare m kandida pou prezidan. Fò m di tou ke jennonm ki te toujou di se neve m li ye a, Wayklèf Jan (Wyclef Jean), te kandida tou. M te konnen yo t ap elimine l, sou kesyon rezidans li, paske l te toujou mete adrès li nan Noujèze (New Jersey) nan fòmilè Imigrasyon an. Youn bagay yo pa t ka

ilitilize kont mwen, paske se sou tètwa Ayiti m ap viv antan ke anbasadè. Men ann Ayiti, chèf yo fè sa k nan lide yo, yo pa respekte lalwa ni okenn prensip.

Se konsa, lè yo te fin koule Wayklèf, prezidan Preval te rele prezidan KEP la, Gayo Dòsenvil (Gaillot Dorsainvil), pou di l fòk yo jwenn youn rezon kèlkonk pou yo wete m nan kous la tou. Si yo pa fè sa, mwen-menm ak neve m nan pral met tèt ansanm e n ap bay traka. Yo di m pa t gen « *dechaj* » pou jan m te dirije anbasad la kote mwen te anchaj milyon dola paspò yo. Pa vre ditou, paske m te gen dechaj. (An palan de sa, fò m di nou mwen pa monnonk Wayklèf Jan, mwen se gran kouzen l (anpil moun rele sa kouzen soujèmen). Manman l avè m se pitit 2 sè, menm papa menm manman).

Ann tounen sou kesyon eleksyon an. Se konsa Wayklèf avè m, nou te met tèt ansanm, nou fè youn konferans pou laprès nan lotèl Plaza, sou Chann Mas la, kèk semèn. Anvan dezyèm tou eleksyon an. N envite Michèl Mateli, nou mete l chita nan mitan, epi nou pote tout sipò nou ba

li. Se te sitou legliz pwotestan yo ki t ap mache avè m epi anpil nan jèn yo ki t ap suiv Wayklèf. Nou te fè sa pou renmèt Preval kou l te ban nou an. Kandida l la, Jid Selestén, tou bwè luil. Jan pawòl la di a : « *Rès la se listwa!* »

Mwen bay tout ti detay sa yo pou m esplike pou tout mounn ka konnen pati sa a nan istwa politik mwen, paske gen mounn ki di m, « *Ou responsab anpati sa Ayiti ap sibi jodi a avèk devègonde sa a ou te sipòte a* ». Mwen rekonèt fòt mwen. Pawòl la di : « *Ou twonpe m youn premye fwa, se fòt ou. Ou tronpe m youn dezyèm fwa, se fòt mwen* ». Alò, mwen byen plase pou m di n : Pa gen okenn chanjman nan konpòtman Michèl Mateli. Timounn fonte a, radi fopaplis, anplis de sa bouch sal li a, pa janm kras grandi. Ale wè pou l ta vin reklame li vin pi saj. Pa gen sa pyès. Nou p ap pran nan pyèj sa a. Pare pou n

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

HAPPENINGS!

Continued from page 1

which name the nine members of the Provisional Electoral Commission to confirm their current representatives or name new ones, the full Commission resigned.

On Sunday, July 26, the Protestants made good on their announcement of a “peaceful demonstration” through the streets of the capital of Port-au-Prince. They were thousands, singing and voicing hostile slogans against the government, denouncing what they call a “satanic and immoral penal code” that must be withdrawn immediately. Otherwise, they will continue to demonstrate until that’s done.



The march of the protestants in Port-au-Prince, Sunday, July 26.

The demonstration is sponsored by the “Haitian Protestant Federation” (French acronym FPH) and by the “National Spiritual Council of Haitian Churches” (French acronym CONASPEH.) targeted the “Penal Code.” This document is published June 4, in *Le Moniteur*; the State’s official gazette, for attacking “Haitian customs and morality.” This movement points at articles in the new code, which deal with “morphological” changes and age of consent to involve in sexual activities. Imagine that 15-year-olds can be sex partners! Port-au-Prince, which was a favorite destination for North American homosexuals, while the Jean-Claude Duvalier was in power from 1971 to 1986, would become again a preferred destination for pedophiles.

President Moïse was openly disrespected. During a pause at the Port-au-Prince march for orators to address the crowd and others listening virtually, Rev. Gérald Bataille addressed President Moïse directly in these terms: “If you have been involved in incest, bestiality and in relations with men, that’s your business, but don’t you come impose it on us. We aren’t ready to accept it and no one can make us swallow your pill.”

The Protestant minister touch-

ed on a sensitive nerve because he probably learned about the incest part and there are rumors about the president having had boyfriends. To be recalled, the headline of the *Haiti-Observateur*, March 6-13, 2019, read, “**Jovenel accused of having committed incest: His eldest son would be from his sister.**” The photo of the son, Jovelein Moïse, 27 years old then, together with his mother, Kekette Marcelus, adorned the front page. In the meticulously researched article, Editor Léo Joseph gave much detail about Jovenel’s relationship with his sister, who now lives in Montreal. In addition, he threw this tidbit: Jovenel’s current wife is his cousin. Therefore, the president, ruling by decree in the absence of

March for Decency.”

In fact, the march drew politicians from several parties, and *Rhinews*, an internet blog, reported on Sunday, “The March of the Christians against the Penal Code was transformed into an anti-government demonstration” with people calling for the president to resign.

Similar marches took place in several other cities, such as Léogâne, some 20 miles southwest of Port-au-Prince, on Sunday also; in Cap-Haitien, in the north, on Saturday, as well as in St. Marc in the Artibonite region and in Jérémie in the far southwestern peninsula. To be noted, the march in Cap-Haitien was the second in two weeks. As was stated in a slogan during the Cap-Haitien march, “Jovenel wants to turn the country over to the Devil!” In addition, the people kept repeating: “No we won’t let him!”

***Without an Electoral Commission, how will U.S. Ambassador Michele Sison concretize her dream of election this year?**

On Friday, July 24, the whole Provisional Electoral Commission (French acronym CEP), led by Léopold Berlangier, resigned en masse. That was their response to a letter from the President’s office on Wednesday, July 22, to the nine sectors of the society represented in the Commission, asking either to confirm their current representatives or present new names of their replacement.

In their resignation letter, the CEP members mention the “grave political and institutional crisis, carrying heavy consequences in terms of economic, social and security. To us, it seems that priority should be given to a dialogue by the main actors of the government with the opposition and civil society to reach an appropriate consensus.” Signed by all members, including Jean Simon Saint-Hubert, representing the Human Rights sector who had resigned since July 3rd, the resignation was to take effect last Monday, July 27.

Meanwhile, that same Friday, July 24, the Port-au-Prince daily *Le Nouvelliste* published an editorial, signed by its editor Frantz Duval, in which he congratulates the commissioners for “fulfilling their duty, having prepared the legal text for upcoming electoral competitions before packing.”

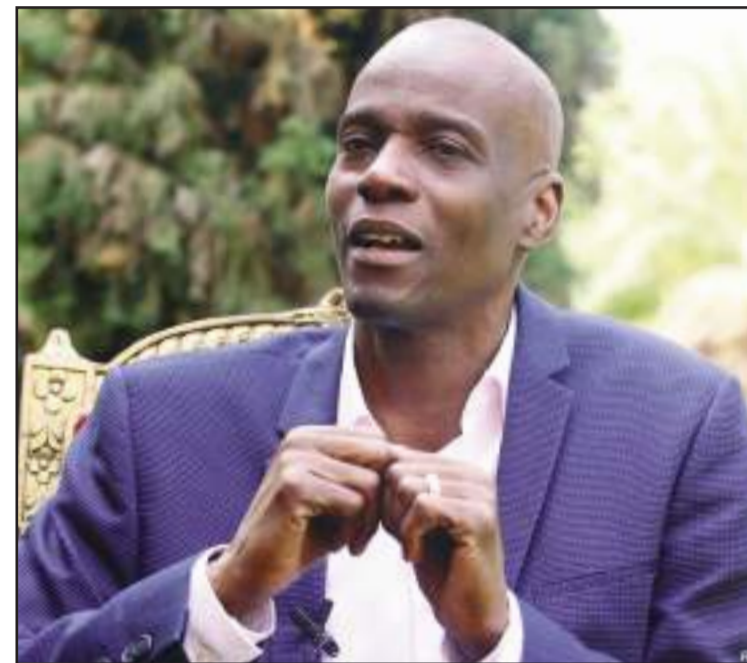
Robert Magloire, an expert in constitutional law and a widely acclaimed commentator, said, “Not so fast with the congratulations. We must wait to see what’s in the electoral law left behind by those commissioners, because in a law prepared by that Council and submitted to the Executive

Branch in 2018, but never presented to Parliament, the CEP had committed grave errors” that were favorable to the Executive and weakening oversight.

Obviously, not all commissioners agree with what work was done and left for Mr. Moïse to exploit for his own good. Marie

Commission, I detailed my objection in the matter, provided observations on the form and the content of the document, and made recommendations to insure its applicability in conformity with the Constitution, and how to polish its technical quality.”

She concludes: “This note is



President Jovenel Moïse, Jovelein’s Dad.

Frantz Joachim, the resigned Secretary General of the CEP, issued a letter under the letterhead of the organization, dated July 26, entitled: “**For the Truth and for History**” in which she objects to some language in the document. She writes: “I am letting the public, in general, and the feminist and women associations, in particular, know that I am not bound by the document entitled ‘Draft Project of Electoral Decree’ turned over to the Executive.”

She continues: “Since June 24, 2020, in a letter to the members of the Commission, I had announced that I was no longer participating in the revision of the Draft Electoral law of 2018, transformed today in a Draft Project of Electoral Decree.” And she explains why: “In a memo, submitted July 8, 2020 to the full

prepared and published for the truth and for history.” Dated, “Pétion-Ville, 26 July 2020,” she signs: “Marie Frantz JOACHIM, Secretary General, resigned, of the CEP.”


As if Robert Magloire knew that Léopold Berlangier arranged things in such a way to allow President Moïse to impose his will on the Haitian people in ways that are abhorrent to certain members of the CEP. This includes one who had already resigned, another who was about to resign, (the representative of the Protestant sector) and the Secretary General, who couldn’t remain silent, as she blurted it out.


***Understandably, President Moïse can crow, “I am the only**

Continued on page 14

DR. KESLER DALMACY

Board Certified
& Award
Winning
Doctor





Cabinet Medical
Lundi – Samedi: 11 AM – 7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs.
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de
grossesse
Grippe

♦ MÉDECINE CHIRURGIE ♦
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5585

JOVENEL MOÏSE ET MICHEL MARTELLY : LE TORCHON CONTINUE DE BRÛLER

Laurent Lamothe : Le grand manitou auprès du président

Suite de la page 2

quant à lui, de mobiliser ses troupes.

Pour être sûr de l'impact de ses conseils sur l'occupant du Palais, Lamothe passe le plus clair de son temps dans l'entourage de Moïse. Cela est nécessaire, parce que les hommes de Martelly, plantés au sein du gouvernement contre la volonté du chef de l'État, ont le potentiel de tout gâcher, s'ils ont les coudées franches, bien sûr. Mais, en dépit de la visibilité de l'ancien président au sein du pouvoir, par le truchement des ministres, directeurs généraux et d'autres personnes imposés à Jovenel Moïse, ce dernier a pris du poil de la bête, se retrouvant à même de prendre des décisions indépendamment de son mentor.

Il semble que le locataire du Palais soit imbu de cette réalité. Il n'ignore pas, non plus, le fait que Martelly tente l'impossible pour lui damer le pion, mobilisant ses atouts, mais surtout les ressources humaines du PHTK qu'il

contrôle, pour déjouer les plans de celui qui semble s'éloigner de l'entente qu'ils avaient, et qui prévoyait son retour au pouvoir à

Mais Jovenel n'entend pas se laisser intimider, ni distraire. Aussi a-t-il envoyé un message clair à »Sweet Micky lui disant,



Michel Martelly, aux prises avec des membres de la même famille politique.

la fin du mandat de Jovenel Moïse. Impatient pour qu'arrive ce jour, il souscrit à la théorie déclarant le 7 février 2021 la date constitutionnelle de la fin de la présidence de Nèg Bannannan.

en termes à peine voilés, que «Mwen pran l mwen pran l nèt». Voilà des propos qui auraient pu sortir de la bouche de François le Tyran (François Duvalier). Une boutade qui se traduit ainsi «

Mwen pran pouwwa a, pèsonn pa ka vin wete l nan men m ». Ces propos lancés lors de sa visite au Cap-Haïtien, il y a déjà deux semaines, ou plus, puis réitérés, au Palais nationale, l'autre dimanche, en présence du Premier ministre, Joseph Jouth, du directeur général de la PNH Normil Rameau, ainsi que d'autres personnalités du gouvernement, dans le cadre d'une rencontre avec des leaders communautaires, s'adressaient délibérément à Michel Martelly. C'est ce qu'ont confirmé au moins deux hommes de l'entourage de JoMo.

Pour l'instant, les tractations vont bon train entre les hommes du PHTK, dans une vaine tentative de « faire la paix ». Faut-il parler de « gageure » que les hommes du pouvoir s'emploient à « bien négocier » pour éviter l'irréparable ?

Il semble, toutefois, que Laurent Lamothe se soit engagé dans le processus de « cuisiner » Jovenel Moïse depuis déjà quelque temps. On se demande si ce dernier a déjà franchi le Rubicon.

Une possibilité qui signifierait que tout est perdu, grâce à Laurent Lamothe, et que le chanteur doit se trouver d'autres chats à fouetter, concocter d'autres projets pour éviter ce qu'il redoute comme « problème majeur ».

Mais, à pratiquement six mois seulement de la fin du mandat constitutionnel de Jovenel Moïse, le Conseil électoral provisoire (CEP) a démissionné au complet, forçant celui-ci à construire un nouvel organisme électoral, s'il tient à son projet d'organiser des élections sur mesure. Mais il doit penser sérieusement s'il a le pouvoir se donner les moyens de sa politique, par rapport à tout ce qui a l'allure d'une aventure dangereuse. Surtout qu'il ne doit pas perdre de vue que ceux qui s'opposent à son projet d'élections, telles qu'il les conçoit, se dressent déjà sur leurs ergots, prêts à tout chambarder, s'il persiste. « Adieu, veau, vache, cochon, couvée » ?

L.J.



Genyen tan toujou pou nou pran sa ki konsène nou an men.

Resansman se yon inisyativ pou konte chak moun ki rete Ozetazini. Kominote nou bezwen chak grenn moun konte pou afekte plizyè milya dola gouvènman an ka bay pou lekòl, klinik, plas piblik, ak yon pil ak yon pakèt lòt resous ak sèvis nan kominote nou. Pa enkyete w, pètisipasyon nan resansman an pa gen danje. Tout enfòmasyon pèsònèl ap rete prive e an sekirite. **Ou ka reponn sou entènèt, sou telefòn, oswa kourye.**

Patisipe nan resansman an sou:
2020CENSUS.GOV/ht

Se l'ivo Resansman Etazini ki peye pou pèzante sa a.

Prepare
Avni W
(KONANSE SIT LA)

United States
Census
2020



Message to Immigrant Families during COVID-19 Pandemic

COVID-19 has hit communities of color the hardest, including immigrant families. You need to be aware of programs you may be eligible for right now, including health care, cash assistance, food assistance, and unemployment insurance.

- 1) Immigration officials clarified that everyone can seek testing, prevention, and treatment for COVID-19 without fear of immigration consequences.
- 2) You can still see a doctor without medical insurance. If you don't have a doctor, call a local community health center for assistance. Find one at <https://findahealthcenter.hrsa.gov/>
- 3) If everyone in your tax household has a social security number and you earn less than \$75,000 per year, you may be eligible for a one-time cash payment of \$1,200 per adult and \$500 per child.
- 4) The CARES Act expands unemployment insurance to include independent contractors and to last longer but you still need to have permission to work in the U.S.
- 5) Pandemic EBT is a new nutrition assistance program that allows states to provide meal-replacement benefits of about \$114 per child per month for families who have lost access to free or reduced-price school meals. It's available now in over 40 states to anyone eligible, regardless of your immigration status.
- 6) If you receive the stimulus payment, unemployment insurance, COVID-19 testing and treatment, or Pandemic-EBT, it will not count against you in a public charge test. That means that applying for these programs will not negatively impact your ability to get a green card in the future.

For a quick reference guide on who is eligible for federal public programs during the COVID-19 public health crisis, go to www.protectingimmigrantfamilies.org. There may also be state or local relief provided to you and your family. Talk to your local service provider for more information at: <https://www.immigrationadvocates.org/nonprofit/legaldirectory/>.

This advisory was sponsored by Protecting Immigrant Families, a national campaign to protect and defend access to health care, nutrition programs, public services, and economic supports for immigrants and their families at the local, state, and federal level.

NOUVELLES BRÈVES

Suite de la page 16

Dire que New York a fait des progrès énormes, n'ayant eu qu'un seul décès attribué au virus samedi dernier.

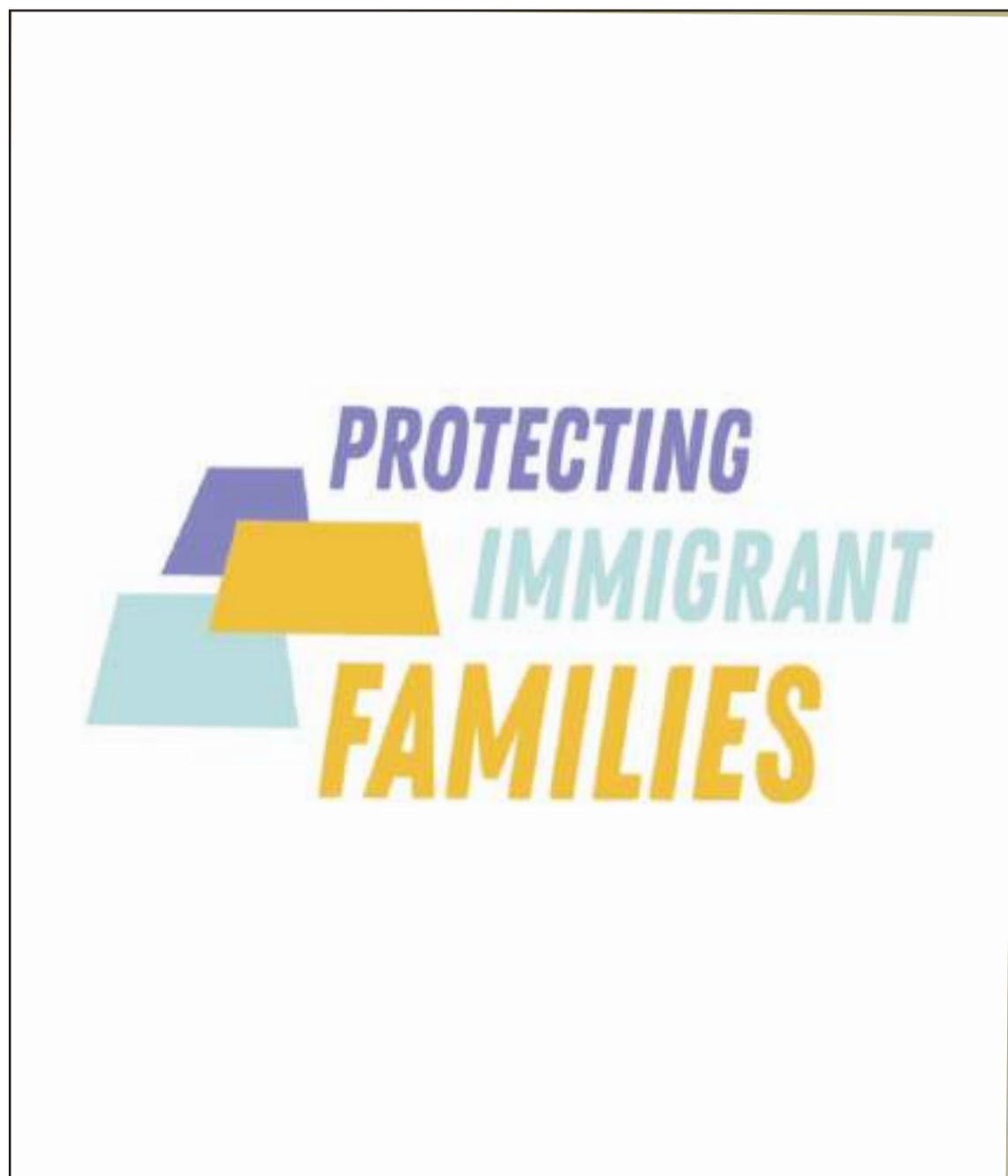
***Le Conseiller du président Trump en matière de Sécurité nationale testé positif du COVID-19.** C'est lundi, 27 juillet, que la nouvelle a surpris tout le monde: Robert O'Brien est testé positif du virus qui n'épargne personne. Et la Maison-Blanche d'annoncer qu'il serait en confinement, mais toujours au travail. La dernière fois qu'il a été physiquement proche du président remonte à jeudi de la semaine

dernière, soit le 23 juillet. C'est le personnage le plus haut placé de l'administration à être atteint jusqu'à présent. On se souvient qu'en premier lieu, il s'agissait d'un serveur au service du président qui avait été testé positif, puis la secrétaire du vice-président Mike Pence. Et, en tout dernier lieu, la petite amie du fils du président, Donald Junior.

Mais Monsieur le président continue à souffler du chaud et du froid à la fois. Il dit qu'il faut se masquer, "c'est patriotique", se laver les mains souvent et pratiquer la distanciation sociale. Mais on l'a vu masqué deux fois seulement. Et hier, mardi, 28 juillet, il a

été sanctionné par *Twitter* qui a effacé un de ses messages où il avait repris les propos d'un médecin proposant la "hydroxychloroquine", un remède contre la malaria pour combattre le coronavirus. Or, le *Center for Disease Control and Prevention* (CDC) a défendu vigoureusement l'utilisation de ce produit dans le traitement pour COVID-19. "Voilà un président qui joue avec la vie des gens", s'est exclamé son rival dans la course électorale, Joe Biden.

Pierre Quiroule II, 29 juillet 2020



ÉDITORIAL



Jovenel Moïse : À bout de souffle ou dérouté ?

A entendre les propos émis par Jovenel Moïse, certains seraient tentés de questionner son équilibre mental. C'est, au fait, la question qui a été soulevée dans l'Édito de l'édition précédente d'*Haïti-Observateur*. Mais plus s'approche la date de la fin de son mandat, le 7 février 2021, il affiche davantage des gestes et prend des décisions assimilables à l'incongruité. En sus de tous les signes d'anomalie déjà constatés, il y en a d'autres qui s'ajoutent à cette panoplie d'interrogations dangereuses. Comme, par exemple, les réformes au niveau de l'exécutif imposées par la force des circonstances. Ce qui porte à se demander si le président haïtien est à bout de souffle ou dérouté ?

Les événements, qui ont marqué la vie nationale, ces derniers jours, ainsi que les prises de positions véhiculées par le chef de l'État sont d'une étrangeté telle que le pays n'a jamais vécu auparavant. Mais cela se comprend, dans la mesure où la présidence de Jovenel Moïse, en tout cas, vu la manière dont *Nèg Bannann nan* gère les affaires de la République, fait de lui un extraterrestre. Dans le mauvais sens du terme. Ce qui le met aux antipodes de la société, car les moyens mis à sa disposition lui ont permis d'escamoter les commandes de la République. Il est alors aisé de comprendre pourquoi quasiment toutes les initiatives politiques du locataire du Palais national se sont confrontées à l'opposition générale de la population. Car à force de se voir rejeter par le peuple haïtien, voyant ainsi sa crédibilité réduite à zéro, il affiche de plus en plus le comportement d'un chef d'État, en perte de vitesse, se noyant dans une rivière en crue, tentant de s'accrocher à n'importe quelle branche. C'est l'image évoquée par les dernières démissions et révocations qui se sont succédées, ces dernières semaines, et dont, parmi les plus récentes, des choix qui témoignent, tout au moins, de l'usure du pouvoir, mettant en doute les capacités de Jovenel Moïse de rester en poste jusqu'à la fin de son mandat constitutionnel, dans quelque six mois.

En effet, prenons la question des révocations qui ont été opérées, s'étant présentées sous forme de mini crises au sein du gouvernement Moïse-Jouthé. Le remplaçant de Jacques Lafontant, commissaire du gouvernement près le Tribunal de première instance de Port-au-Prince, démissionnaire, par l'avocat Jenty Souvenir, lui-même destitué moins de vingt-quatre heures après sa nomination, expose le

dilemme auquel se trouve confrontés Jovenel Moïse et son équipe. Cette situation met en évidence l'isolement progressif du régime *Tèt Kale* dont la réserve de compétence a diminué dangereusement. La démission inopinée de Me Lafontant a créé une vacance qu'il fallait combler immédiatement, obligeant les décideurs à faire choix d'un successeur au commissaire du gouvernement sortant, dont les autorités semblaient ignorer totalement le passé. Aussi quand le directeur du Réseau national de défense des droits humains (RNDDH) a dénoncé les méfaits du substitut du nouveau commissaire de gouvernement Souvenir, le Premier ministre l'a-t-il remplacé en catastrophe. Le choix de son successeur est porté sur Ducarmel Gabriel, nommé commissaire du gouvernement a.i. À la lumière des faits ayant entouré la nomination de Me Souvenir, on ignore jusqu'ici si ce Gabriel n'a pas, lui aussi, des squelettes dans son placard.

El clair, il y a matière à s'inquiéter à ce sujet, surtout que Rockefeller Vincent, le ministre de la Justice et de la Sécurité publique désigné pour remplacer Lucmane Delile, destitué du ministère sans sommation, n'est pas au-dessus de tout soupçon. La démission de Me Lafontant est intervenue après que M. Vincent, fraîchement arrivé au ministère, lui eut décerné une lettre de blâme. Accusé d'insubordination, après avoir passé outre à la recommandation de son chef hiérarchique, agissant pour le compte du président, d'interjeter appel relatif au dossier de l'ex-député Arnel Bélizaire, celui-là a décidé de cracher son venin à son chef hiérarchique. Dans sa lettre responsive, qui est aussi celle de sa démission, Jacques Lafontant étale les aspects négatifs de la carrière du ministre de la Justice. Dans cette missive, adressée à ce dernier, le commissaire du gouvernement démissionnaire lui rappelle les actes blâmables de son passé, y compris sa mise en disponibilité par le ministère de la Justice pour sa nonchalance au travail et l'« *improductivité* », qui en découlait.

Le maintien de Rockefeller Vincent au ministère, après les rappels de Jacques Lafontant, par rapport aux actes qui lui sont imputés, met en exergue la situation du régime en place, voyant, désormais, les compétences s'éloigner de plus en plus de lui. Forcé de jeter son dévolu uniquement sur ceux qui sont à sa portée, il en résulte que les démissions qui risquent de s'accumuler soient remplacées par des personnes dont le savoir-faire laisse à désirer. Dans le présent

environnement de l'administration Moïse-Jouthé, la compétence est en passe de devenir une espèce qui tend à disparaître. En tout cas, qui se fait rare. Car si décriés sont M. Moïse et son équipe que, de moins en moins, les citoyens acceptent de les rallier. C'est en raison de cette situation que d'aucuns, évoquant la tendance à faire le vide au sein du pouvoir, répètent la boutade suivante : « *Les rats quittent le navire* ».

Cette atmosphère de fin de règne constatée par les observateurs se caractérise surtout par le marasme qui caractérise le pouvoir, par le fait que les sources d'enrichissement illicite ont presque tari. Plus possible de s'enrichir dans l'espace de six mois, ou même moins, dans un poste gouvernemental. La manne du Fonds Petro-Caribe ayant disparu et la communauté internationale, prévenue par rapport à la corruption qui sévit dans le pays, fermant la vanne des millions, Jovenel Moïse et ses alliés PHTKistes se battent pour le grappillage, et se retrouvent aux abois. Dans de telles conditions, le Palais national aura de grandes difficultés à trouver des successeurs aux personnes démissionnaires. À moins que l'équipe au pouvoir s'adresse aux gens en mal de devenir ministres ou d'accéder à des postes de haut niveau à n'importe quel prix.

Après que le ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Action civique, Max Athys, eut donné sa démission, il a pris deux semaines à l'équipe Moïse-Jouthé pour nommer son successeur, Ronald Gérard D'Meza. Avant

même sa prestation de serment, programmée pour lundi prochain, 3 août, des rumeurs font croire qu'il serait coupable d'usurpation de titre. S'il avait pu, comme on le prétend, se faire inscrire à la Faculté de droit sans son bac deuxième partie (sinon muni d'un diplôme bidon), on prétend qu'il n'aurait pas terminé ses études dans cette discipline. Sans aucun doute, son sort dépendra de l'ardeur de ses détracteurs à poursuivre la campagne contre lui.

Pour certains observateurs, les démissions en cascade vont sonner le glas du régime *Tèt Kale* dirigé par Jovenel Moïse. Après la démission collective du Conseil électoral provisoire (CEP) dirigé par Léopold Berlangier, d'aucuns se demandent qui abandonnera prochainement le navire ?

Au bout du compte, les décisions qu'ils a prises et les propos qu'il lance, presque à longueur de journée, prouvent que le chef d'État est à bout de souffle. Mais, plus important encore, il a perdu le nord. À cette phase de sa présidence, il faut craindre qu'il ne prenne une décision de trop qui serait susceptible de causer des torts irréparables à la nation. Avant même d'attendre le 7 février 2021, pour qu'il quitte le pouvoir, il est temps que les forces vives du pays se concertent en vue d'ouvrir la voie à la transition dont on parle si souvent. Car, du train où vont les choses, au Palais national et à la Primature, il y a de vrais risques de déboucher sur une catastrophe politique suicidaire.

HAÏTI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235 Tél.
(718) 812-2820

**SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au Prince, Haïti
Tél: (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514-321-6434
12 Haïti CA Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2K7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jinan Claude Wolton
13 K Avenue Faldinette, Rt Rt Apt. 11
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél: (33-1) 43 63 26 10

ÉTAT-UNIS

1ère classe
 48.00 \$ US, pour six (6) mois
 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

553.00 FF, pour six (6) mois
 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe
 975.00 US, pour six (6) mois
 1660.00 US, pour un (1) an

EUROPE

73 EUROS, pour six (6) mois
 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire.

EDITORIAL



Jovenel Moïse: Out of steam or bewildered?

To hear the words coming out of Jovenel Moïse's mouth, some would be tempted to question his mental status. In fact, this question was raised in the *Haïti-Observateur* editorial of last week. As he approaches the end of his term, on February 7, 2021, he's been displaying more incongruous gestures and taking hasty decisions that make one wonder about his state of mind. Besides all the signs of anomaly already noted, others are piling up, pointing to a dangerous situation. Such are, for example, the reforms at the executive level imposed by unexpected circumstances. Which begs the question, is the Haitian president out of steam or is he confused?

The events that have marked national life in recent days, and the positions taken by the Head of State are indeed strange, something that the country has never before experienced. The way the *Banana Man* manages the affairs of State makes him an alien. In the wrong sense of the term. He's totally devoid of common sense in dealing with those who made it possible for him to assume the command of the Republic.

Understandably then, almost all his political initiatives are met with general opposition from the population. Faced with constant rejection, his credibility down to zero, increasingly he displays the behavior of a Head of State losing momentum. As if he were drowning in a flooded river, he tries to grab at any branch in his reach. That's the image conveyed by the latest resignations and dismissals of recent weeks. But the choices hurriedly made to fill the slots emptying at a dizzying speed testify to the wear and tear on his power, casting doubt on Mr. Moïse's ability to remain in office until the end of his constitutional term, only six months hence.

First, consider the dismissals carried out, which took the allure of so many mini crises buffeting the Moïse-Jouthe government. The replacement of Jacques Lafontant, who resigned as government prosecutor at the Port-au-Prince Court of First Instance is telling. Attorney Jenty Souvenir, his successor, was himself dismissed less than twenty-four hours following his appointment. Glaringly, the dilemma facing the Mr. Moïse and his team is exposed. It's a situation that highlights the progressive isolation of the *Bald-Headed* ruling regime, faced with a pool of competence dangerously diminished.

Mr. Lafontant's unexpected resigna-

tion created a vacancy that had to be filled immediately. That forced the decision-makers to choose a successor to him whose past apparently was totally unknown to the authorities. Thus, when the Director of the Network for the Defense of Human Rights (French acronym RNDDH) denounced the misdeeds of Assistant Government Prosecutor Jenty Souvenir, in a panic, Prime Minister Joseph Jouthe sacked him. Hastily, Ducarmel Gabriel was appointed interim Government Prosecutor. However, considering the facts surrounding the appointment of Mr. Souvenir, there's no telling what skeletons may be in Gabriel's closet.

Clearly, there is cause for concern regarding him, especially since Rockefeller Vincent has some suspicion hanging over him. Vincent is the new Minister of Justice and Public Safety, who was appointed to replace Lucmane Delile, himself removed as head of the Justice department in a flash. Mr. Lafontant tended his resignation following a letter of censure he received from Mr. Vincent, newly arrived as head of the Justice department. Mr. Lafontant was accused of insubordination, for having disregarded the recommendation of his superior (Vincent), in the case of former imprisoned Deputy (Congressman) Arnel Bélizaire. Acting on behalf of President Moïse, Vincent had asked Lafontant to get involved in the appeal interjected in behalf of Bélizaire, something that the Port-au-Prince prosecutor didn't feel he should do.

In the brouhaha, Lafontant, now a free man, decided to spit his venom at his old boss. In response to the letter of censure, also his resignation, Jacques Lafontant spreads the negative aspects of the career of the new Minister of Justice. Lafontant reminds Vincent of blameworthy acts in his past, including being fired by the previous Minister of Justice for his nonchalance at work and his "unproductiveness."

Details about Rockefeller Vincent's past, revealed by Lafontant, should be enough for his immediate dismissal. But he remains Minister of Justice, highlighting the awkward situation of the regime, which must rely on incompetent and shady cadres, as competence moves further away from the ruling team. Forced to focus only on those within their reach, the president and his team must brace themselves to deal with a cascade of resignations. Potential replacements probably will be individuals whose expertise leaves much to be desired.

In the present environment of the Moïse-Jouthe administration, competence is a rarity, increasingly becoming an endangered species. Decried as are Jovenel Moïse and his team, they are being shun more and more by upright citizens who refuse to join them in their predicament. Thus, the power vacuum that is created, leading to a new joke, oft repeated: "The rats are jumping off the ship."

This "end of reign" atmosphere, generally observed, is characterized by the stagnation engulfing the government, which is devoid of the sources of illicit enrichment previously at their disposal. They've almost dried up. No longer holding a government post allows one to get rich within six months, or even less. There's no more the manna from the PetroCaribe Fund. The international community, fully aware of rampant corruption defining those in power, has closed the floodgates of the millions. And Jovenel Moïse and his PHTK allies, fighting for the spoils, find themselves scraping the bottom of an empty barrel. Under such conditions, the rulers at the National Palace will have great difficulty finding successors to those who resign. Unless, by chance, they encounter some individuals always dreaming of becoming Cabinet ministers or of reaching high-level positions at any cost.

Take, for instance, what happened in the case of Max Athys, the Minister of Sports, Youth and Civic Action, who resigned abruptly. It took the

Moïse-Jouthe team two weeks to find a successor, Ronald Gérard D'Meza, who was finally appointed and whose swearing-in is scheduled for next Monday, August 3. Already, rumors are rife about his being guilty of usurpation of title. If he had managed to enroll in Law School, as he claims, without his bachelor's degree, as required, he still wouldn't have completed his legal studies. As it is, his fate hangs on the ardor of his detractors to continue the campaign mounted against him.

For some observers, the cascading resignations eventually will sound the death knell of the *Bald-Headed* regime led by Jovenel Moïse. After the collective resignation, last weekend, of the Provisional Electoral Council (CEP), led by Léopold Berlangier, one wonders who will be next to abandon the sinking ship.

In the final analysis, decisions taken and the words uttered prove that the Head of State is running out of steam. More importantly, though, he has lost his mind. At this stage of his presidency, the fear is that he could take one decision too many, causing irreparable harm to the nation. Even before he steps down from power on February 7, 2021, the active forces of the country should concert to pave the way for the much talked-about transitional government. For, considering the speed at which events are occurring at the National Palace and at the Prime Minister's Office, the risk of suicidal political disaster can't be ruled out.

		Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235 Tél. (718) 812-2820
SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION		
Haïti Haïti-Observateur 98, Avenue John Brown, Série Étage Port au Prince, Haïti Tél. (509) 223-0782 ou (509) 223-0785	ÉTAT-UNIS 1ère classe: <input type="checkbox"/> 48.00 \$ US, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 90.00 \$ US, pour un (1) an	
CANADA Haïti-Observateur Gérard Louis Jacques 514-371-6434 19 Haïti CR Canada 12213 Joseph Cassavant Montréal H3M2C7	AFRIQUE ET ASIE <input type="checkbox"/> 553.00 FF, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 1005.00 FF, pour un (1) an	
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'abonné doit s'adresser à: Jean Claude Valentin 13 K Avenue Fochet, Rt Apt. 44 93310 Le Pré St. Gervais France Tél. (33-1) 43-63-26-10	CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE 1ère classe: <input type="checkbox"/> 975.00 US, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> \$1.60.00 US, pour un (1) an	
	EUROPE <input type="checkbox"/> 73 EURO, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 125 EURO, pour un (1) an Par chèque ou mandat postal en francs français	
Name/Nom _____ Company/Compagnie _____ Address/Adresse _____ City/ville _____ State/État _____ Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____		
<small>Les frais des abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat postal.</small>		

Jovenel Moïse et la deuxième vague

Suite de la page 5

dans la plus cruelle dictature? Non, plus jamais. Jamais, jamais, et encore jamais. Non, Jovenel Moïse, cet enfant ne va pas naître. Votre plagiat de code pénal nous autorise à procéder à son avortement. Votre projet sera tué dans l'œuf. Tenez-le pour dit. Sachez que les temps ont changé. Apprenez que le lait

doit obligatoirement s'abaisser après sa montée spectaculaire. On voit bien que ce lourd, ce maladroit sans aucune agilité d'esprit n'a pas lu l'histoire d'Haïti. Que la petite histoire de ce coin de terre ne lui a pas appris que Paul Eugène MAGLOIRE portait un caleçon en fer, que François DUVALIER était un être immatériel et que Jean Claude DUVALIER avait une queue de macaque. Jovenel

MOÏSE déconne en répétant ces idioties. Il fait preuve d'une imbécillité crasse en se mettant en tête qu'il serait un intouchable. Propos de verbeux, de maigrelet de corps et d'esprit, en vérité. On parlait, à un certain moment, de l'invincibilité des portes en fer de la douane de Port-au-Prince, pourtant, la pisse des vagabonds les avait rongées de part en part. Donc que monsieur MOÏSE se calme et se taise.

Qu'il se souvienne que le pouvoir est éphémère autant que la vie.

La deuxième vague sera brutale, monsieur. Vous n'aurez pas la chance... D'ailleurs, le ver est déjà dans le fruit que vous avez en main. Faire preuve de sagesse... démissionner, est votre dernière chance. À vous de choisir alors qu'il est encore temps. Vous avez semé le vent, la récolte de la tempête est

proche. Le crachat, que vous aviez lancé, vous est retourné sur le nez. Passez votre main et vous verrez. Vos adversaires ont étudié les faits et les causes de l'échec de la première vague. Ils jurent de ne pas perdre la bataille une nouvelle fois.

Alors à vous de savoir...
*Maurice Célestin-Noël (Le Chapeauteur), avocat
maurice.celestin@gmail.com

Les Américains ne sont pas les bienvenus en Europe : L'OTAN, une illusion désormais conjuguée à l'imparfait ?

Par Berg Hyacinghe *

« Le constat est irréfutable : le parapluie américain est définitivement fermé, le bouclier disparu et la réassurance transatlantique une mortifère illusion. S'ils doivent un jour défendre libertés et valeurs les armes à la main, les Européens ne pourront compter que sur eux-mêmes ». Tel est le refrain de l'analyse issue de l'ouvrage « *Cyber Warriors at War* (p.153) », publié par un expert du domaine de la Défense et Sécurité, depuis 2009.

Il n'y avait ni Trump ni Covid-19 comme facteurs d'analyse en 2008. Le problème est plus profond et les conséquences plus néfastes. Si la Chine et Cuba apparaissent sur la liste des États-amis, bons gestionnaires de la pandémie, ce n'est pas le fruit du hasard.

Quand l'Union européenne (UE) dépend de ses partenaires intercontinentaux pour lutter

contre des menaces internes ou prendre certaines décisions stratégiques sensibles, lesquelles ne sauraient être toujours dans l'intérêt immédiat de ces partenaires externes (hors-UE), la souveraineté de l'UE est clairement menacée. Face à cette menace existentielle, il est proposé une nouvelle approche aux projets de la Constitution de l'UE et de l'Armée de l'UE.

Parler d'une **Constitution de l'UE** ne renvoie pas automatiquement et directement à l'ancien projet visant l'établissement de la Constitution de l'Europe. Le timing est différent, le contexte aussi. Les enjeux sont énormes : Bruxelles fait état officiellement d'une « *menace existentielle* ». Certes, les arguments avancés *infra* ont été construits dans ce contexte précis, à partir d'une nouvelle approche.

La nécessité d'établir une stratégie visant la protection durable des intérêts des États

membres de l'UE se manifeste à travers ces deux documents fondamentaux : une proposition de **Constitution de l'Union européenne** ; un livre blanc sur l'introduction de l'**Armée de l'Union européenne**. L'adoption de ces deux mesures enverrait un signal fort, tant aux concurrents qu'aux détracteurs de l'UE. Il revient désormais aux Forces armées de l'UE, non à l'OTAN, de projeter la prouesse militaire de l'espace Schengen, par des moyens offensifs, défensifs et dissuasifs.

Certes, les capacités offensives de cette Armée ne seront pas négligeables avec la mutualisation des ressources de ses 27 États membres. Selon les chiffres officiels de l'UE, la situation anarchique de l'actuel « *régime militaire* » de l'UE coûte entre 25 et 100 milliards d'euros par an aux contribuables européens, notamment aux Français (<http://edition.cnn.com/2016/09/14/europe/juncker-state-of-the-union/index.html>).

Dans l'immédiat, une simple résolution de l'UE créant deux commissions pour travailler sur lesdits documents, constituerait une victoire nette en matière de *stratégie de dissuasion* pour l'UE. Sur le long terme, ces projets apparemment « irréalissables », aux yeux des plus incrédules, pourraient devenir les seuls atouts de l'UE dans le futur. À cet égard, il revient aux parlementaires européens de manifester concrètement un intérêt immédiat (*stratégie « dissuasive »*) et de travailler sereinement, compte tenu des nouvelles données, pour offrir des options claires aux générations futures (*stratégie ancrée dans la prescience « longueur d'avance »*). Il serait prudent, dans les conditions actuelles, de se prémunir de ces

actes constitutifs, lesquels *offriraient à la génération future un avantage concurrentiel inestimable*.

Dans l'intérêt suprême de l'UE, ces documents offriraient à la génération future un avantage concurrentiel inestimable. Evidemment, le stratège qui détient une véritable longueur d'avance sur la concurrence est capable de tout modifier, et ceci, dans son intérêt, surtout avec des enjeux géostratégiques et socio-économiques ultra dynamiques, suivant une tendance sinusoïdale.

Cependant, s'il conviendrait d'éviter l'implémentation de telles mesures, les autorités de l'UE auraient de la matière, à savoir, le produit des réflexions qui auraient été engagées en ce sens. Au pire des cas, ces documents pourraient servir de base aux dirigeants européens qui pourraient opiner, d'un coté ou de l'autre, sur cette problématique majeure, une fois documentée.

Certes, l'idée n'est pas nouvelle. En revanche, plusieurs événements importants justifient la nécessité de reconsidérer la juste valeur de ces deux actes constitutifs si nécessaires à la survie du « *projet* » européen :

Les révélations de Snowden relatives aux relations de l'UE avec ses partenaires (hors-UE) de l'OTAN ;

L'annexion de la Crimée ;
Le Brexit ;

Les manifestations prononcées du syndrome téléguidé « *diviser pour régner* » au sein de l'UE ;

La mutation certaine de la *cyber stratégie terroriste*, pour éviter une liste exhaustive.

Les relations privilégiées bilatérales établies entre certains États membres de l'UE et plusieurs puissances militaires étrangères (hors-UE) se résument en *suicide politique collectif* de l'UE. Cette politique est susceptible de conduire à l'effondrement catastrophique de l'UE au profit de ces puissances étrangères à un moment où :

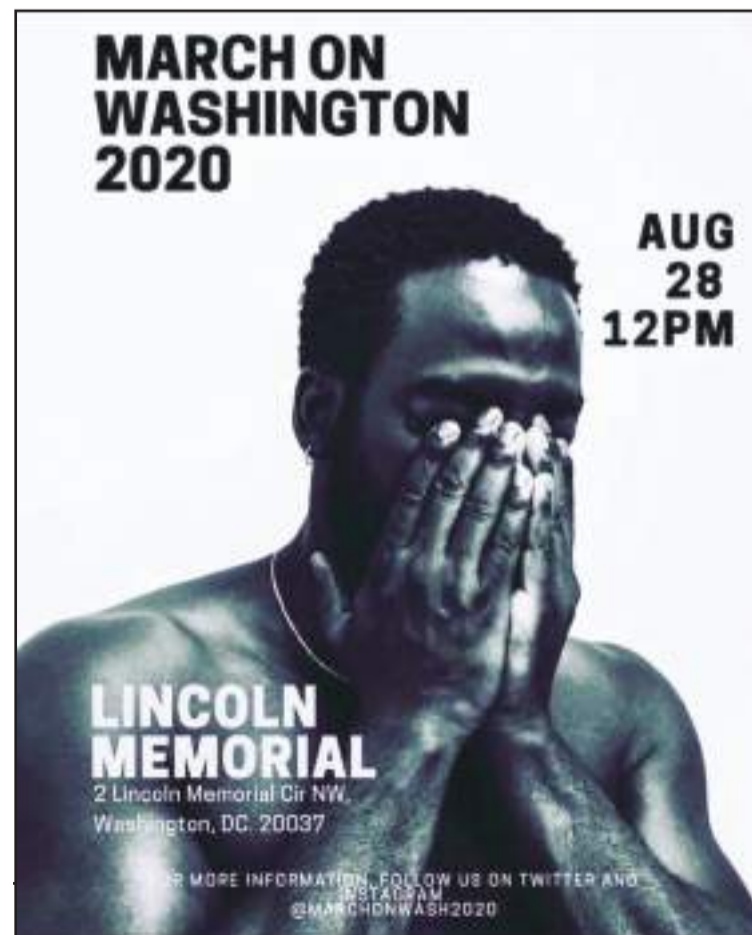
L'UE serait en désaccord profond avec la Russie ;

L'UE serait en rupture avec l'Angleterre (concurrent potentiel de l'UE et partenaire privilégié des États-Unis d'Amérique sur les grands dossiers) ;

L'UE serait en *situation inconfortable* vis-à-vis de ses États membres de l'Europe de l'Est¹

L'UE ne peut plus être considérée comme un « *club* ». Car elle a des intérêts économiques, militaires et géostratégiques, qui sont incompatibles avec ceux de certains partenaires (hors-UE) de l'OTAN. C'est un « *virus caché* » dans les relations internationales

Suite en page 13



l'UE.

continentale à travers l'OTAN. Certains é

Frantz

Photo & Video Studio

Phone: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 Franklin Ave. (Blk. Union & Parkside)
FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

Les Américains ne sont pas les bienvenus en Europe : L'OTAN, une illusion désormais conjuguée à l'imparfait ?

Suite de la page 12

de l'UE avec ses partenaires hors-UE.

Les partenaires hors-UE de l'OTAN ne sont pas concernés directement par les menaces politiques et socio-économiques « *internes* » aux membres de l'UE. Les origines de la dégénération des relations UE-Russie devraient faire l'objet d'une étude

approfondie par une commission indépendante, afin d'identifier l'irritant réel, mettant de côté les propagandes américaines et russes. L'UE n'a aucun intérêt à maintenir une relation antagonique constante avec la Russie, et *vice-versa*. D'où l'intérêt de constituer ladite commission indépendante.

En somme, la menace d'une éventuelle *occupation virtuelle*

de l'UE est réelle. Toutefois, avec l'adoption d'une stratégie moderne de persuasion/dissuasion, l'UE a tous les moyens techniques, ainsi que les compétences intellectuelles requises pour *forcer* un revirement de la situation actuelle. Une combinaison de science et de prescience appliquée à cette *stratégie* pourrait constituer l'épine dorsale des futures négociations.

Les autorités européennes conscientes de la nécessité de gagner le pari du "projet" de l'UE pourraient adopter cette *stratégie dite de « dissuasion symétrique et réciproque »*, appliquant ainsi la *théorie d'équilibre de Nash* dans les relations (UE-Russie, UE-UK, UE-Asie et EU-USA). Selon cette théorie, les puissances militaires alliées et/ou voisines seraient amenées à respec-

ter de nouvelles règles suivant lesquelles aucun joueur/acteur n'aurait intérêt à changer de stratégie, au détriment d'un autre.

Nota Bene : Dans la prochaine édition, H-O tentera de répondre à la question suivante : L'Union européenne étant en position de force, aujourd'hui, quelles sont les nouvelles menaces contre lesquelles devrait-elle se préparer ? * Berg Hyacinthe, Ph.D.

WORLD

Americans are no longer welcome in post-COVID Europe: NATO, an illusion debunked according to a new world order?

By Berg Hyacinthe *

"An irreversible course for the transatlantic alliance: the American umbrella is definitively closed, the shield disappeared and the transatlantic assurance has proven to be a laughable illusion. If they must one day defend liberties and values with weapons drawn, locked and loaded, Europeans can only count on themselves." That is the refrain emerging from the analysis of the book "Cyber Warriors at War" (p.153), published by an expert in the field of National Defense and Security, as early as March 2009.

There were neither Trump nor Covid-19 as factors in his analysis. The problem is deeper and the consequences even more dire. If China and Cuba appear on the list of friendly States, successful managers of the pandemic, it is not a coincidence. Someone, somehow, someday will convince the United States of America that "Human Lives Matter".

Affordable health and universal coverage will play an important role in such awakening. As the death toll in the U.S. has horribly demonstrated, health care, an integral element of basic human rights, is not affordable in the richest country on the planet. The situation is largely acceptable and accepted by lawmakers and politicians who will certainly pay the price on Election Day 2020.

When the European Union (EU) depends on its intercontinental partners to fight against internal threats or to take sensi-

ve strategic decisions, which are not necessarily in the immediate interests of these external partners, EU sovereignty is clearly threatened. Faced with this existential threat, a new approach is proposed with regard to two aforementioned documents.

Talking about an EU Constitution does not refer automatically and directly to the old plan to establish the "Constitution of Europe". The timing is different. The context is also different. The stakes are even higher: Brussels officially characterized it as an "existential threat". Indeed, the arguments formulated in the present article emerged from this threat, according to a new paradigm.

The need to establish a strategy, aimed at the lasting protection of the EU interests, manifests itself in these two basic documents: a proposal for a Constitution of the European Union and a white paper making the case for the introduction of the European Union Army. The adoption of these two measures would send a strong signal to both rivals and critics of the EU. It is now up to the EU Armed Forces, not NATO, to project the military prowess of the Schengen area by their own offensive, defensive and dissuasive means.

Of course, the offensive capabilities of this Army will not be negligible with the pooling of resources from its 27 member States. According to EU official figures, the *anarchic situation* of the current "military regime" costs European taxpayers, notably the French, between 25 to 100 billion euros per year (http://

edition.cnn.com/2016/09/14/europe/juncker-state-of-the-union/index.html.)

With respect to immediate impact, at a very minimum, a simple EU resolution mandating the two Commissions to work on these documents would be a victory for the EU's *deterrence* strategy. As for long-term impact, these seemingly "unachievable" projects, in the eyes of the most incredulous, could become the most valuable EU assets in the future. In this regard, it is up to the EU Parliament to express an immediate and concrete interest in such strategy, while accounting for new facts and emerging threats, in order to offer clear options to future generations (strategy anchored in the prescience and science). It would be prudent, under the current conditions, to secure these Foundational Acts, which would offer an invaluable competitive advantage to the Union.

When it comes to advantages, these documents offer an invaluable competitive edge to the generations to come. Obviously, the strategist who has a real head start on the competition is able to modify everything, and this, in his interest, especially dealing with geostrategic and socio-economic matters, while adjusting to a sinusoidal trend.

Nonetheless, in the absence of consensus to move forward, the EU authorities would have to settle for documentations and reports. At last, these documents would serve as a basis for European leaders, on both sides of this issue, to formulate an informed decision on this obviously very

serious matter.

Clearly, the idea is not new. Nevertheless, several important events justify the need to reconsider the significance of these much-needed revolutionary initiatives to assure the survival of the European "project":

- Snowden's revelations relating to the EU's relations with its (non-EU) NATO partners;
 - The annexation of Crimea;
 - Brexit;
 - Pronounced manifestations of the "divide and conquer" syndrome within the EU;
 - The definite mutation of cyber-conditioned terrorism, so forth.
- The "privileged" bilateral relations established between certain EU member States and several foreign military powers amount to collective political suicide for the EU. Such policy, if maintained, could lead to the catastrophic collapse of the EU, in favor of its rivals at a time when:
1. EU-Russia relation is at a dangerously low level;
 2. Great Britain would break away from EU, with the former being a potential EU competitor and a privileged partner of the United States of America on several major dossiers;
 3. The EU would be in an uncomfortable situation vis-à-vis some of its member States in Eastern Europe;
 4. The EU has economic, military and geostrategic interests, which are incompatible with those of some NATO members. It is a "hidden virus" in international relations between the EU and certain NATO members.

Under the alibi of « non-interference », certain NATO partners show very little concerns with regard to "internal" political and socio-economic threats looming over the EU. Can you imagine military intelligence and strategic economic plans being shared among skillful competing powers? You do not have to imagine it. You may simply ask powerful NATO members. As such, Brussels must reckon with this crude reality: supreme interests of EU members should have never depended, and must not depend, on a « convenient, virtual defense shield », for sophisti-

cated weapons only represent one of a plethora of elements required, to project decisive military might.

Separately, the origins of the degeneration of EU-Russia relations should be the subject of a thorough investigation conducted by an independent EU Commission, in order to identify the real irritant, putting aside American and Russian propaganda alike. The EU has no interest in maintaining a constant antagonistic relationship with Russia, and *vice versa*. Hence the interest in setting up the previously mentioned independent Commission. The same principle must apply to Germany and France. They must decide if the time has come to accept their common fate, according to a mutually shaped destiny, in order to lead the UE into the new frontiers ahead.

In short, the threat of a possible "virtual occupation" of the EU is real and very active. However, with the adoption of a modern strategy of persuasion / deterrence, the EU has all the technical means as well as the intellectual skills required to force a reversal of any entrapment. A combination of science and foresight applied to this strategy could form the basis for more negotiations to come.

Wary European authorities are likely to deploy a "symmetrical and reciprocal deterrence" strategy, thus applying Nash's theory of balance according to the following pentagonal realignment (EU-Russia, EU-UK, EU-Asia, EU-ACP, and EU-USA). According to this theory, the Allied and/or neighboring military powers would have to respect new rules according to which no player/actor would have an interest in changing strategy, to the detriment of another.

Note Bene: In the next edition, H-O will attempt to answer the following questions: With the European Union in a position of power today, what are some of the new threats likely to arise against its member States? How to get around it?

*Berg Hyacinthe, Ph.D.

Kreyòl

Soti nan paj 6

kouri chalbari dèyè l.

Epi se konsa mwen vin ateri sou lòt la ki di li sispann fè ti sousou. Li se « *chèf siprèm* ». Apre li pa gen lòt. Fòk nou konprann sa k ap pase pa dèyè, pou n pa pran nan okenn pèlen y ap tann pou pèp la. Vwala ke Jovnel Moyiz (Jovenel Moïse), onnon JoMo, ke Mateli t al chache nan jaden bannann pou prezante l kòm kandida PHTK, Pati Ayisyen Tèt Kale, onnon Kale Tèt la, deklare li endepandan e menm plis ke sa. Li rale bwa franse l pou l voye youn mesaj bay zòt : « *Je suis le seul chef dans ce pays. ... Je suis le président de la République. Je ne peux pas croire que quelqu'un d'autre puisse être investi de plus d'autorité que moi !* » Se pa nou ki fè pawòl mete nan bouch « *chef effectif des forces de terre, de l'air*

et de mer » —, jan Franswa Divalylé (François Duvalier) te konn di. Te gen anpil temwen nan Palè lè l t ap jèbèdè a. Okontrè, semèn pase a, nan editoryal jounal la, nou te di se youn ka « *skyatri* » nou gen la a, mounn fou, ki ta dwe entène Bedèt. Men se « *chèf siprèm !* »

Antouka, men kijan pou n konprann sa k ap pase a. Depi Michèl Mateli te fè konnen li te met JoMo nan Palè a pou chofè chèz boure a pou li, se tankou rèstavèk li trete *Nèg Bannann nan*. Li fè nonmen mounn li vle nan administrasyon an. Laplipa gwo kontra, lè se milyon dola k ap diskite, Mateli fè youn fason pou se mounn pa l ki gen gwo kontra yo. Dènye egzanp la se kontra pou ekipman ak lòt bagay yo swadizan te kòmande nan peyi Lachin pou batay ak COVID-19 la. Enben se 2 bofrè Mateli ke gouvènman JoMo a te oblije bay kontra

18 milyon dola a (18 000 000,00 \$), kote yo soti ak 7 milyon dola nan koutay. Wi, yo rele 2 mesye sa yo Kiko Sen-Remi (Kiko Saint-Rémy), tifrè Sofya, ak Jesnè Chanpay (Gesner Champagne), ki gen tinon badnen Tijès, ki marye ak Claudya Saint-Rémy, tisé Sofya, premye mennaj Mateli ki fè premye pitit li pou li. Kòm yo di ann angle : « *All in the family !* » (Tout sòs melanje nan fanmi an).

Enben, JoMo di li pa ka ret dèyè kabwèt la tout tan. Li p ap fè bèf chenn pou pèsonn. Sa fè pati kout tèt li te bay nan kesyon kontra *Dermalog* la avèk konpayi Alman an, kote se madanm li. Matine (Martine Etienne Joseph Moïse), ki ranmase kèk milyon nan pwogram pou chanje kat idantite Ayisyen, ki vin oblije gen youn lòt kat yo rele CINU (Carte d'identité nationale unique) pou ranplase sa nou genyen kounnye a : CIN (Carte d'identité nationale). Nou wè jan sa fasil pou yo fè milyon sou do pèp la ! Annik ajoute youn lòt lèt nan kat idantite

a epi pran youn dekrè pou di tout Ayisyen, apati 30 desanm ane sa a, nan 5 mwa konsa, fòk tout mounn gen kat CINU yo. Si se pa sa, gen tranzaksyon yo p ap ka fè. Yo p ap ka vote nonplis nan « *eleksyon demokratik* » — sa m ap di la a — nan eleksyon bouyivide JoMo ap prepare pou mounn PHTKis li yo.

Mwen bay kesyon kat *Dermalog* la kòm youn senp egzanp. Men sa k ap regle a pi enpòtan pase sa. JoMo, ki vin gen bon apeti pou pouvwa, pa soti pou l remèt okenn pouvwa bay Mateli. Okontrè, gen youn sèten Franklin Taylor, youn fanatic Mateli, ki te lage youn koze sou *WhatsApp* gen 3 semèn de sa, pou l te di ke Jovnel se gwo engra, trèt menm. Li flank Mateli kout ponya nan do. Msye gen dwa penmèt li vin ak lòt kandida alaprezidans anfas sèl kandida PHTK yo konnen an, ki se Michel Joseph Martelly.

Jan Leo Joseph te pibliye nan *Ayiti-Obsèvatè*, nimewo 1-8 jiyè a, deja gen lanmò nan kesyon an. Yo ansasinen kandida prezidan

Moyiz te fikse sou li a, Norvella Bellamy, mounn menm kote avèk JoMo, ke l te pral met chita sou chèz boure a pou li, dekwa pou li menm, sèl nouvo « *chèf siprèm* » ann Ayiti, ta retounen anpenpan 5 an pita.

Kilès ki fè travay sa a ? Kilès ki konnen. Men an franse, yo gen youn pawòl ki di « *Suivez mon regard !* ». Kivedi bagay yo pa senp jan nou wè Michèl Mateli retounen ann Ayiti a. Gen mounn ki di bagay yo pral myèl anpil anpil. Kòm se gang ke zòt ap itilize, sa k gen pi bon gang yo ka pote laviktwa. Men si gang soti pou se yo ki pou pran pouvwa a, jan m tandè *Jimmy Chérizier*, Mesye *Barbecue*, ap pale ke se li, antan ke « *pitit lejitim* » Jean-Jacques Dessalines, ki pral mache pran boujwa kap toupizi pèp la, èske li pral aksekpte pou l kontinye kòm ti sousou swa youn swa lòt ?

Raymond Alcide Joseph
raljo31@yahoo.com
29 jiyè 2020

HAPPENINGS!

Continued from page 7

chief in this country. ... No one else can be vested with more power than I.” (Declaration at the Palace, Sunday, July 19, in front of several witnesses, including Normil Rameau, Director General of the Haitian National Police).

Consider that since the second Monday of January 2020, Jovenel Moïse is ruling by decree after the mandate of all Deputies,

as the Congresspeople are called, elapsed, because he had not organized timely elections to renew the Lower House. To complete the job of slipping from legislative oversight, illegally, he singlehandedly dismissed 10 Senators, cutting two years from their regular mandate. Then, with some satisfaction, he stated, “I acknowledge the dysfunction of Parliament.” In addition, Washington, the “Friends of Haiti in the CORE group of ambassadors

in Port-au-Prince were mum. Now, with no Electoral Council, even the bogus elections that U.S. Ambassador Michele Sison said were a “must,” this year, couldn’t be held. For Guichard Doré, speaking to a journalist of *Le Nouvelliste* last Friday, said, according to the experts it takes a year after the establishment of an Electoral Commission for it to set up for credible “democratic” elections. Why have elections anyway? During his talk at the

Palace, extolling his authority, Mr. Moïse also said, “*No one will be able to take power back from us. They never will. The Haitian Bald-Headed party will always be in power, no matter what election is held in the country.*”

With the “*G9 Family and Associates*,” the “federated gangs” of Police-wanted Jimmy “Barbecue” Chérizier, at his disposal, President Moïse, Washington’s man in Haiti, must feel totally secure. However, is he really? What about Joseph Michel Martelly who returned to Haiti on July 19, together with his wife Sophia Saint-Rémy and their son Olivier, after a five-month

absence, while confined in their palatial home in Florida? Apparently, he’s already launched his presidential campaign with the slogan: “*We’ve learned much! We’ve grown up and are much wiser!*” Even before the foul-mouthed cabaret singer-president returned to Port-au-Prince, Norvella Bellamy, who was being groomed as his replacement by President Moïse, was gunned down in his home on June 27, together with his partner Daphnée Fils-Aimé and another unnamed male. What’s next? Stay tuned!

RAJ, July 29, 2020
raljo31@yahoo.com

LE RÉGIME PHTKISTE MOÏSE-JOUTE EN CRISE TERMINALE ?

Max Athys expose le pillage de la caisse publique Des fortunes construites dans l'espace de quelques mois...

Suite de la page 1

presqu’uniquement sur le Fonds PetroCaribe. Pourtant, argue-t-il, les ressources provenant de la «coopération externe» gaspillées, détournées et volées sont de loin supérieures aux USD 4,2 milliards \$ dilapidés de ce compte alimenté par la vente du brut vénézuélien.

Après les propos d’usage exprimant sa satisfaction d’avoir une interview avec un représentant d’Haïti-Observateur, l’ex-ministre de la Jeunesse, des Sports et de l’Action civique a présenté ses civilités à Léo Joseph, se déclarant heureux de cette rencontre, quand bien-même elle serait virtuelle.

Privé des moyens pour faire bien marcher ce

ministère

À la première question disant que «vous avez vraiment claqué la porte en quittant le gouvernement. Quels sentiments expriment ce geste»? Max Athys répond qu’il n’aime pas vraiment l’expression «claquer la porte», cela donne l’impression d’une personne qui parle avec spontanéité. Il dit avoir mûrement réfléchi avant de faire des déclarations à la radio, notamment invitant Jovenel Moïse à «quitter le pouvoir pour éviter un bain de sang» au pays.

Parlant de son entrée comme titulaire du SJAC, M. Athys révèle que très tôt il a constaté qu’il ne pouvait réaliser grand-chose, en termes de redressement dont ce ministère a grandement besoin. Il affirme qu’il n’avait pas besoin d’une enquête exhaustive pour se

rendre compte que sa nomination à ce ministère ne signifie guère qu’il allait gérer un des ministères les plus importants du pays, mais qui est traité en parent pauvre par les autorités. Dans ses révélations, il affirme que ce qui se passe dans son ministère n’est pas différent de la réalité constatée dans les autres institutions de l’État. Car les gens au pouvoir ont les possibilités de s’enrichir rapidement. Il est inimaginable, dit-il, qu’un ministre, ou tout autre fonctionnaire ayant des relations privilégiées avec le Palais national, qui passe moins d’un an dans un poste gouvernemental, accumule plus d’argent qu’un président américain ayant fait deux mandats.

Arrivé au SJAC, il s’est vite rendu compte que le budget alloué à son département n’allait

pas lui permettre de relever les gros défis de ce département. En effet, souligne-t-il, un ministère à trois volets, Jeunesse, Sports et Action civique, n’a reçu que 4 %

du budget national, soit 690 millions de gourdes, alors que pour l’année fiscale précédente, sa

Suite en page 15

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

LE RÉGIME PHTKISTE MOÏSE-JOUTE EN CRISE TERMINALE ?

Max Athys expose le pillage de la caisse publique

Des fortunes construites dans l'espace de quelques mois...

Suitede la page 14

taille était de 1 million 200 millions de gourdes.

Les griefs formulés par M. Athys démontrent clairement que le ministère qu'il dirigeait, à l'instar d'autres, tels que Santé publique, Éducation nationale, est victime des priorités mal placées du régime Tèt Kale. Il affirme que le faible budget octroyé au SJAC contraste avec l'importance de ce département quand on sait que le pays est composé de 60-65 % de personnes âgées de 20-40 ans. Cela signifie que le régime en place consacre 4 % des allocations fiscales à 60-65 % de la population.

L'ancien ministre du SJAC explique aussi que, non seulement la part du budget consacré à ce département ministériel est réduite de près de 50 %, les autorités y ont ajouté une secrétairerie d'État. En clair, les ressources allouées à ce ministère ne peuvent suffire à financer les activités liées aux Sports, à la Jeunesse et à l'Action civique, trois secteurs clés du pays.

Par ailleurs, Max Athys se plaint du fait que son ministère n'ait pas été mis en mesure de jouer pleinement le rôle d'appui à

la jeunesse, secteur fortement touché par la pandémie de la COVID-19, bien que le président du pays ait autorisé l'octroi, quoiqu'insignifiant, d'une allocation spéciale à cette fin. Le ministre des Finances et des Affaires économiques (MFAE) avait été ordonné par le président Moïse de pourvoir au besoin du SJAC, en matière de finance, dans la lutte contre cette maladie hautement contagieuse.

Le ministre du SAJC démissionnaire a fait savoir que son collègue des Finances ne l'a jamais contacté une seule fois pour discuter de cette allocation de 75 millions de gourdes. Point n'est besoin de dire que les projets qui ont été envisagés pour encadrer les jeunes, dans la lutte contre le coronavirus, ont été tout bonnement envoyés aux calendres grecques.

25 stades à construire : Le peuple haïtien escroqué

L'idée de construction des installations sportives, sous l'administration Martelly-Lamothe, n'a été, ni plus ni moins, qu'un projet concocté par cette équipe pour escroquer le peuple haïtien, au profit, surtout, d'Olivier Martelly, le fils aîné de l'ex-première famille.

Dans le cadre de cette initiative, ce dernier a été désigné par son père, dans un décret fait sur mesure, coordonnateur de ce projet. Cela signifie qu'il avait la responsabilité de suivre les travaux dont les exécutions avaient été confiées à des compagnies dont les propriétaires sont des alliés du pouvoir.

Les autorités n'avaient jamais rendu public le budget prévu pour la construction des 25 stades. L'autorisation d'effectuer le travail a été donnée par le tandem Martelly-Lamothe, et les fonds extraits du Fonds PetroCaribe. On ne sait au juste quand les travaux ont été complétés, puisque rien n'a été dit si l'État (ou ses représentants) étaient satisfaits des ouvrages, ni si l'inauguration des stades avaient eu lieu.

Après cinq mois comme ministre du SAJC, Max Athys, qui recevait des rapports relatifs aux installations sportives, dont fiston Martelly avait la responsabilité de veiller à la bonne marche des travaux, n'existaient pas. D'où l'idée d'organiser ces tournées dans les différentes villes du pays. Il dit avoir été déconcerté par les spectacles qu'il a vus, notamment des terrains de football abandonnés, des constructions inachevées. Par exemple à

Mont-Organisé, un vaste terrain de football doté d'une bicoque, muré en blocs où pousse la végétation sauvage. C'est à peu près le même spectacle dans d'autres régions visitées où ces espaces servent de fosses d'aisance aux populations. En tout cas, dans la grande majorité des soi-disant stades, qui devaient s'y trouver, on ne peut voir que des terrains vides couvertes de plantes sauvages. Il y en a même que les paysans ont utilisé pour faire des jardins. Selon toute vraisemblance, les compagnies de construction embauchées pour les travaux n'ont même pas été présentes sur les lieux, dans trop de cas.

On se demande comment des dirigeants du pays ont pu autoriser le décaissement de dizaines de millions de \$ sans avoir la preuve que les travaux ont été effectués. Autrement, il s'agit d'un plan concocté pour s'entendre avec ces firmes de construction, en vue de voler l'État.

Témoins à charge dans le procès PetroCaribe ?

Tout compte fait, Max Athys s'est transporté sur les lieux du crime, dans les différents villes et villages

d'Haïti où les millions volés du Fonds PetroCaribe devaient servir à financer des projets de construction. Désormais la documentation est disponible, les photos et vidéos également. Selon toute vraisemblance, l'ex-ministre du SAJC et le personnel qui l'accompagnait dans cette tournée pourraient servir de témoins à charge dans d'éventuelles poursuites contre les Premier ministres, ministres, directeurs généraux et d'autres hauts fonctionnaires, en sus des compagnies de construction ayant conspiré avec ces hauts fonctionnaires et le chef de l'Exécutif pour escroquer le peuple haïtien.

On comprend maintenant pourquoi Max Athys a été l'objet de menaces de mort, à peine quelques heures après avoir donné sa démission au président haïtien. Les dénonciations qu'a faites ce dernier relancent le débat sur la dilapidation du Fonds PetroCaribe. À coup sûr, qui dit 25 stades non construits dit aussi Michel Martelly, Laurent Lamothe et Olivier Martelly. Ce trio a des comptes à rendre relatifs au vol des fonds destinés au paiement de la construction de ces infrastructures.

Dans la prochaine édition, d'autres révélations de Max Athys.

L.J.

GET A FREE COVID-19 TEST

Stop the spread. Get tested. Hit accept.

If you test positive for COVID-19, the Test & Trace Corps will call you to offer additional **FREE** resources and other support.



NYC.gov/COVIDtest

NYC | Test & Trace Corps

NOUVELLES BRÈVES

Adieu au congressiste John

Lewis, vétéran des droits civiques

Hier, mardi, 28 juillet, le cercueil renfermant les dépouilles de John Lewis, ce vétéran des luttes pour les droits civiques des Noirs des années '60, se trouvait encore au Capitole, l'immeuble où siège le Congrès américain, la deuxième journée de son exposition là où il avait continué de mener la lutte, durant 33 ans, sur le plan législatif, représentant le 5e district de la Georgie. Élu tous les deux ans, il est surnommé "La Conscience du Congrès". Un hommage bien mérité pour quelqu'un qui est resté égal à lui-même et devenu un symbole de résistance contre le racisme et un défenseur acharné de la cause de ses congénères.

Ces deux jours dans l'enceinte du Congrès ont suivi une tournée en ville, à bord d'un corbillard, décoré aux couleurs nationales, comme pour saluer, une dernière fois, les institutions de Washington, tel l'immeuble de la Cour Suprême, le Musée dédié aux Noirs, dont il fut le promoteur, ainsi que d'autres points centraux de la capitale américaine, dont l'immeuble dit "Lincoln Memorial", en mémoire du président Abraham Lincoln, qui avait signé l'acte de l'émancipation des esclaves le 1er janvier 1863.

À noter que John Robert Lewis, né le 21 février 1940, dans les environs de Troy, dans l'état d'Alabama est décédé le 17 juillet, à Atlanta, en Georgie, à l'âge de 80 ans, suite à un cancer du pancréas. De nombreuses cérémonies en sa mémoire, dans l'Alabama et en Georgie témoignent de son empreinte sur le déroulement de la lutte pour les droits civiques aux États-Unis. Mais ce qui s'est passé à Washington les deux premiers jours de cette semaine ont beaucoup de poids dans la balance.

En effet, le lundi, 27 juillet, lors des grandes cérémonies au Capitole, avant que le grand public n'ait accès à la "Maison du peuple" pour saluer, une dernière fois, cette icône, parmi les officiels de haut niveau à faire le déplacement au Capitole, il y a lieu de mentionner le vice-président Mike Pence et l'ex-vice-président Joseph "Joe" Biden, le candidat des démocrates aux élections présidentielles du 3 novembre prochain. Le président Donald Trump avait annoncé qu'il ne comptait pas se présenter au Capitole.

On soulignera, cependant, nonobstant COVID-19, John Lewis a reçu un honneur à caractère bi-partisan: Le chef de la

majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, originaire d'Alabama comme lui, maintenant sénateur représentant l'état de Kentucky, a rappelé comment il a coté John Lewis depuis la "Marche sur Washington", le 28 août 1963. "Il était d'un esprit



Le congressiste John Lewis.

exemplaire", devait dire McConnell. Le chef de la minorité au Sénat, le démocrate Charles "Chuck" Schumer, de New York, déposait une gerbe de fleurs. D'autres faisaient autant.

Mais c'est Nancy Pelosi, présidente de la Chambre basse, à majorité démocrate, qui a fait



Le vice président Mike Pence présent en Floride, dans le cadre du lancement de la 3e phase du déconfinement.

l'éloge de cet homme extraordinaire qui est attendu au ciel, dit-elle. "Nous savons qu'il oeuvrait toujours aux côtés des anges", devait-elle dire, "et nous savons que maintenant, il est en compagnie des anges". D'autres législateurs aux postes de direction des deux partis y étaient: le leader de la majorité démocrate à la Chambre basse, Stenny Hoyer, du Maryland, et celui de la minorité, le républicain Kevin McCarthy, de la Californie, ainsi que le seul sénateur Noir républicain, Tim Scott, de la Caroline du Sud. En cette occasion solennelle, les législateurs des deux partis ont démontré que John Lewis avait transcendé les clivages politiques.

Une personnalité de marque a fait une impression remarquable. Il s'agit de la maîtresse de la capitale américaine, Muriel Bowser, une Noire qui, en maintes occasions, a manifesté du dégoût pour le président qu'elle traite de racis-

te. Serait-ce la raison qui aurait poussé le président Trump à s'abstenir de se présenter au Capitole? En tout cas, la fameuse photo qu'elle avait prise en compagnie du disparu quand, au mois de juin, il avait apporté son soutien à la maîtresse, faisait partie du décor. Et l'on voyait le slogan BLACK LIVES MATTER écrit en grandes lettres là où la photo a été prise, dans le parc Lafayette, face à la Maison-Blanche devenu, d'ordre de la maîtresse, BLACK LIVES MATTER PLAZA!

Bien avant Mme Pelosi, le Rev. Grainer Browning Jr., qui officiait lors de la partie religieuse de la cérémonie, avait fait mention de l'accueil auquel devait s'attendre John Lewis en arrivant au ciel. Son collègue du Maryland, Elijah Cummings, qui l'a devancé depuis le mois d'octobre de l'année dernière l'attend, ainsi qu'Emmett Till et George Floyd qui l'auront remercié d'avoir "mené le bon combat, et qu'ils n'étaient pas morts en vain".

Assurément, la référence à George Floyd ne nécessite aucune explication, car il s'agit d'un fait récent. Mais Emmett Till? C'est un jeune Noir de 14 ans, de Chicago, en vacances d'été, chez des parents à Money, dans l'état sudiste de Mississippi en pleine époque de ségrégation raciale, qui a été lynché le 28 août 1955, parce qu'une Blanche de 21 ans, mariée, Carolyn Bryant, l'avait accusé de lui faire les yeux doux. Ainsi, fut-il pendu à un arbre après les bastonnades d'une meute de Blancs enragés. Ainsi, devint-il un symbole, à l'instar de George Floyd, mettant l'accent sur les cruautés exercées contre les Noirs.

Oui, John Lewis sera en bonne compagnie avant la fin de la semaine, car après l'exposition de sa bière au Capitole d'Atlanta aujourd'hui (mercredi), un service funéraire, dit privé, aura lieu jeudi, à l'église baptiste Eben Ezer, dans le sactuaire Horizon. Un dernier geste symbolique, car c'est l'église où avait milité son compagnon de combat pour les droits civiques, le pasteur Martin Luther King, assassiné à Memphis, Tennessee, le 4 avril 1968. Assurément, lui aussi, accueillera John Robert Lewis. Paix à son âme!

***C'est ce même vendredi, 17 juillet, qu'est décédé un autre activiste des droits civiques, le pasteur C. T. Vivian.** C'est aussi à Atlanta, en Georgie que le pasteur Vivian a fait le voyage éternel, âgé de 95 ans.

Point orateur, style John Louis, ou Martin Luther King, il faisait partie de l'équipe et s'était distingué en tant qu'organisateur. On lui attribuait le titre de "field general", général de terrain dans l'organisation du pasteur King. D'ailleurs, il faisait partie du conseil d'administration (Board) du "Southern Christian Leadership Conference".

Il avait participé, au premier rang, dans des manifestations historiques, dont celle dite de "Pet-tus Bridge". En effet, c'est sur ce



La congressiste Nancy Pelosi, aussi la présidente de la Chambre basse, fait le panegyrique de John Lewis.

pont, reliant Selma à Montgomery, Alabama, que des policiers, chiens voraces à l'appui, avaient attaqué les manifestants des droits civiques, le 7 mars 1965, les matraquant de coups de bâtons, de chaînes, causant beaucoup de dommages. C'est aussi sur ce pont que John Lewis a été renversé par terre, causant des blessures à la tête. Eh bien, le jeune C. T. Vivian était de leur nombre. On soulignera que, dans le cadre des torts à redresser en faveur des Noirs, le pont "Edmund Pettus" pourrait changer de nom, pour devenir le "John R. Lewis Bridge", honorant ainsi le défunt qui avait subi des sévices corporels sur ce pont-là.

Selon ce qu'on rapporte à son sujet, c'est le Rev. Vivian qui animait la mobilisation lors des campagnes ayant accouché du "Civil Rights Act" de 1964 ainsi que du "Voting Rights" de 1965. Apparemment, deux géants de la campagne pour les droits civiques des Noirs, voisins limitrophes, s'étaient donnés rendez-vous pour le 17 juillet. Paix aussi à son âme!

***Dans le dossier COVID-19, il y aurait une bonne nouvelle, tandis que la pandémie redouble d'ardeur.** Un médecin de souche haïtienne est à l'honneur. On reviendra sur la situation alarmante quant à la remontée de COVID-19 dans quelque 21 états des États-Unis, targués de "zone rouge". Mais attardons-nous d'abord sur la bonne nouvelle.

Lundi, c'est-à-dire avant-hier, 27 juillet, le vice-président Mike Pence se trouvait à Miami, Floride, pour mettre en branle ce qu'on dit être la "Phase 3" d'un vaccin anti-COVID-19. En effet c'est la compagnie Moderna, basée dans le Massachussets, qui paraît devancer les autres dans la recher-

che d'un vaccin capable de mettre en déroute le virus mortel qui a déjà infecté plus de 16 millions de par le monde, dont le quart aux États-Unis, soit 4.4 millions, et causé 658 813 décès à l'échelle mondiale, dont 151 374 aux E.U. À souligner que les actions de Moderna à la Bourse de New York, le Dow Jones Average, a fait un bond de 15% hier, mardi.

Ce qui a attiré notre attention ce lundi à Miami, c'était de voir le Dr. Henri Ronald Ford, masque au visage, introduire le gouverneur de la Floride, Ron DeSantis qui, à son tour, introduisait le vice-président, annonçant que l'hôpital universitaire de Miami participe à l'essai du vaccin, et que quelque 30 000 individus à travers le pays se sont portés volontaires, devenant des cobayes en vue de prouver l'efficacité du vaccin.

Revenons à ce Dr. Ford. Mais c'est le fils du Pasteur Guillaume Ford, plus que centenaire, qui fut directeur du Service d'Immigration et d'Émigration en Haïti, dans les années '60 et qui a sauvé la vie à bon nombre d'Haïtiens qui ont pu obtenir leurs passeports, les permettant ainsi de laisser le pays à un moment où la dictature de Duvalier père exigeait que pour certains individus, il fallait l'approbation du Palais avant de recevoir le précieux document de voyage. Voilà que le fils Ford, doyen de la "Leonard M. Miller School of Medicine", joue un rôle clé dans le processus d'un vaccin salvateur, marchant sur les brisées de son père, toutefois dans un autre domaine. Encore, un scientifique de souche haïtienne, au premier rang dans la guerre sanitaire à l'échelle globale! On reviendra là-dessus.

***Le coronavirus fait une montée vertigineuse aux États-Unis, où 21 états sont déclarés "zone rouge".** La Californie a détrôné New York, devenant l'état ayant plus de personnes infectés, D'autres états, surtout dans le Sud et dans l'Ouest des E.U., tels Arizona, Texas, la Floride et autres sont obligés de réviser tous les plans et surseoir à la reprise des activités économiques. Il ressort que ces états, où l'on était allé trop vite en besogne, font partie de ceux les plus atteints.

On trouve aussi que la majorité des nouveaux infectés sont au-dessous de 40 ans. Ce qui indique que ce sont eux qui ont fait fi aux consignes de distanciation sociale et du port du masque. On les a vu, en masse aux restaurants, aux bars, même sur les plages. Se moquant du virus, certains ont organisé des randonnées dites "Coronavirus parties". Comme résultat: Plus de contaminés. Les autorités ont du pain sur la planche. Dans l'état de New York, le gouverneur Mario Cuomo menace des entreprises qui perdront leur licence pour dispenser de l'alcool.

Suite en page 9